

N° 701 — 3 F
DU 13 MAI AU 19 MAI 76
nouvelle édition
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

mai 76 :
où va l'Italie ?



Questions
à la Gauche

Direction politique :
Alain Tlemcen

Rubriques :

- *Où va la France ?* Léo Goldberg
- *Briser la chaîne* : Jean-Yves Sparfel
- *Luttes en classes* : Stéphan Lyllan
- *Les choses de la ville* : Jean-François Thoraval
- *Pourtant, elle tourne* : Bernard Ravenel
- *Les damnés de l'intérieur* : Dominique Lambert
- *Les armes de la critique* : Marion Lay
- *L'arme à l'œil* : Michel Acidant

Collaborateurs permanents

Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - J. Jullien - R. Lanarche - V. Leduc - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - A. Isserman

Secrétariat de rédaction :

Monique Grima

Maquette :

Chantal Lender

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin - J.-P. Sallent

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Composition :

Compo-presse, Paris.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F.

sommaire

Où va la France ?

Que va faire la gauche au pouvoir ? *Y. Craipeau* p. 4
Constitution : l'esprit et la lettre. *M. Etienne* p. 5
Le Figaro mène l'enquête. *M. Nayman* p. 6

Briser la chaîne

CFDT : quelles échéances. *Y. Sparfel* p. 7
Congrès CFDT : les questions essentielles p. 8 et 9

Notre dossier :

Italie 1976 :

En attendant Berlinguer. *A. Chataignier* p. 11
Interview de Bruno Trentin (PCI) p. 12
Interview de Vincenzo Sparagna (Pd UP) p. 13
Interview de Claudio Signorile (PSI) p. 14
recueillis par *Gilbert Hercet*
La lutte exemplaire des femmes. *Danièle Drevet* p. 15

Champs libres

Le crédit agricole. *Paul Rouvray* p. 18
Ils démantèlent l'ONIC. *Fabrice Laurent* p. 18

Tribune de l'autogestion

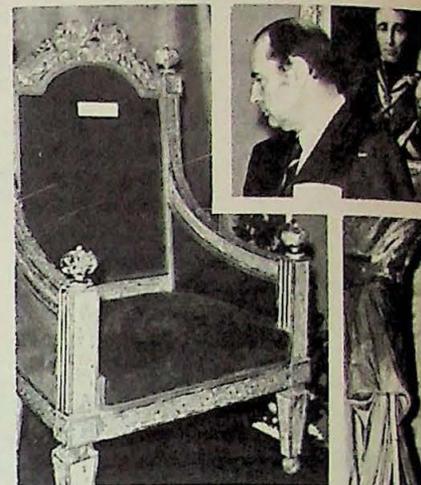
Liberté de presse et révolution socialiste. *Jacques Leroux* p. 20

Entre nous, mais pour vous

Le ghetto et le satellite. *F. Turquan*
Où sont les divergences. *M. Najman* et *Maguy Guillien* p. 21

C'est aussi politique

Interview d'Armand Gatti. *Marion Lay* p. 22
Cinéma : Le spectre du Chili. *J.-F. Hérouard* p. 23



C'EST LA FÊTE !
avez-vous pris votre vignette ?

FÊTE DU



PSU 76

PARC de la COURNEUVE
bon de soutien à TRIBUNE SOCIALISTE. 20F.

Ca coûte vous donne droit à un abonnement gratuit de 3 semaines à TRIBUNE SOCIALISTE nouvelle formule, hebdo du P.S.U.

20 F pour les deux jours seulement, car... regardez un peu le menu : Charlebois, Béranger, Bedos, Archie Shepp, Servat, Mouloudji, Areski-Fontaine, Marti, Au Bonheur des Dames, Catherine Sauvage, Gwendal, Dadi, Verdier, Isabel Parra.

Ça, c'est le recto d'un tract-programme que vous pouvez nous demander en masse (Ainsi que les vignettes, on le rappelle). Au verso, le programme continue : *Rock* : Higelin, Etron fou, Soho. *Jazz* : Perception, Popaul et Lettré, Steve Lacy, Confluence, Alain Pinsolle, Cohelmeck, Temps des cerises. *Chanson* : Lavilliers, Imago, Arbatz, Wetterwald, Fawsie. *Cabaret* : Douby, Patrick Font, Philippe Val. *Folk* : Chiffonie, Phil et Emmanuel, Ys, Sourdeline. *Percussions* : Wac, Martin Saint-Pierre.

Et une fête dans la fête avec des jongleurs, des cracheurs de feu, saltimbanques, acrobates, montreurs d'animaux, fanfares...

Fête des enfants aussi, avec un espace réservé, plus calme et plus verdoyant, où les mômes, entre le cirque et les

marionnettes, pourront construire des instruments de musique, des cabanes en carton, en pots de yaourts... expression contre-culturelle quoi !

Puisque on est dans la contre-culture, signalons la présence à la fête de la jeune peinture (1), et notamment du collectif anti-fasciste. Chassés du musée d'art moderne après la décision qui a fermé ses salles, la jeune peinture a occupé l'usine-forteresse-temple du plateau Beaubourg d'où elle a été chassée par la police. Les jeunes peintres ont finalement pu exposer dans les salles du Sénat au Luxembourg, et ce jusqu'au 21 mai. Allez voir cette exposition, dédale de productions diverses organisées par des collectifs.

L'ensemble est inégal et diversifié. Le réalisme socialiste y voisine avec le surréalisme, l'hyper-réalisme, des collages, des décollages, bref, des formes multiples qui montrent que le contenu politique peut être exprimé d'une manière que nous n'imaginions pas. En effet, que savons-nous de la peinture ? Quelle place accordons-nous à l'art pictural dans nos manifs, dans nos

tracts, nos journaux ? Au Chili comme en Italie, des brigades murales ont existé. En 36, au moment du Front Populaire, Léger peignait dans la rue, sur les murs. Récemment, lors de la lutte contre les expulsions du Marais au profit de Maeght (magnat de l'Art avec ses galeries, ses revues, sa fondation en Provence), des membres du collectif anti-fasciste, élargi à d'autres jeunes peintres, ont constitué des brigades murales avec la population du quartier. Cet exemple montre le lien qui peut exister pourvu que le support existe (murs, journal, tracts). Ainsi, à l'exposition, un tableau de contre-publicité indique ce qui pourrait être fait comme critique picturale de la publicité pourvu qu'un hebdomadaire lui ouvre ses colonnes. TS est prêt à ouvrir les siennes.

Michel ACIDANT ■

(1) 27^e salon de la jeune peinture, Musée du Luxembourg, 75006 Paris.

Pour les vignettes (20 F pour 2 jours), les tracts (gratuits), à commander au PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris.



éditorial

une autre force de frappe

L'avertissement du président du conseil italien, M. Moro, lancé, il est vrai du bout des lèvres, de ne pas faire de surenchère à propos du tremblement de terre d'Udine n'aura servi à rien. En effet, il en fallait plus pour empêcher les forces réactionnaires d'y voir le signe annonciateur du péril rouge. Preuve supplémentaire en cette période d'ascension irrésistible des communistes au couteau entre les dents, la statue de Saint-Janvier n'a pas versé une seule larme !

Ainsi d'emblée une catastrophe naturelle et un folklore religieux sont partie intégrante du débat politique en Italie. Et de ce point de vue la gauche italienne est à bon droit de rétorquer que l'indemnisation des sinistrés du tremblement de terre de Sicile, qui a pourtant eu lieu il y a trois ans, n'a pas été effectuée. La fièvre politique qui s'est emparée de nos voisins transalpins justifierait à elle seule le choix de dossier que nous avons fait cette semaine.

Mais mieux, des interviews demandés par notre envoyé spécial en Italie Gilbert Hercet à Bruno Trentin du PCI, Claudio Signorile du PSI et Vincenzo Sparagna du PDUP se dessine une véritable fresque des différentes stratégies des partis ouvriers italiens. Dans son introduction Alain Chataignier fait le point de la situation de la crise politique italienne.

Ainsi à y voir de plus près on se rend vite compte que sous un style différent les problèmes fondamentaux posés à ce pays par l'éventualité de l'arrivée de la gauche au gouvernement font de l'Italie un pays très très proche de nous.

CE n'est pas un voyage d'études sur la manière de mener une campagne présidentielle qui attire Giscard aux Etats-Unis. Des faits récents, précis et concordants, indiquent assez clairement le véritable objet des grandes démonstrations d'amitié de la semaine prochaine :

1° Peu de temps après avoir insisté sur son attachement à la Constitution de 1958, Giscard rappelle à qui veut l'entendre qu'il est le chef suprême des armées.

2° Il annonce un rééquilibrage entre forces conventionnelles et nucléaires dans la défense française, ce qui ne vise pas seulement à satisfaire toutes les coteries des états-majors, mais à tenir compte de la doctrine américaine qui réclame des pays européens un seuil de déclenchement nucléaire élevé, et donc la capacité d'assumer d'abord un conflit classique.

3° Il choisit un hebdomadaire américain pour confier sa pensée sur les « désordres » qu'entraînerait la présence des communistes au gouvernement en Italie, tant à l'égard de l'OTAN (quelle sollicitude, de la part d'un pays qui en est sorti il y a dix ans), que dans la Communauté européenne. Double avertissement, à l'usage de l'Italie, mais aussi de la France.

LA perche est tendue aux Américains, et il serait surprenant qu'ils ne la saisissent pas, surtout après les récentes déclarations d'Helmut Schmidt et de Kissinger. La résistance contre tout ce qui pourrait menacer sérieusement le pouvoir de la bourgeoisie, les investissements américains et les intérêts occidentaux dans la zone du pétrole suppose une alliance anticommuniste la plus large possible ; une alliance susceptible de mettre en contradiction les alliés actuels et potentiels des communistes, puisqu'il est difficile d'enrayer électoralement tout glissement à gauche. Il importe donc de tisser le filet dans lequel viendront se prendre les pays européens qui voudraient s'émanciper.

Et Giscard commence à abattre ses cartes. La carte constitutionnelle, qui lui confère un avantage par rapport à d'autres : celui de pouvoir (si on ne l'en empêche pas) « rester à la barre » de la politique militaire et internationale. La carte de la position française par rapport à l'OTAN : puisque de toute façon il faut évoluer vers un système atlantique moins rigide, une réintégration en douceur est plus facile. La carte,

enfin, des multiples certificats de bonne conduite pro-impérialiste enrobés dans un discours aussi libéral qu'avancé.

QUE répondre à ces grandes manœuvres ? Certainement pas qu'on va respecter scrupuleusement la Constitution ou régler les problèmes qu'elle pose par un simple rapport de forces parlementaire. Pas plus professer un intérêt (parfois subit) pour l'indépendance nucléaire de la France, sans doute pour rallier la bourgeoisie nationale. Ni garder le silence sur la nécessité d'une politique ouvertement anti-impérialiste d'un gouvernement de gauche. C'est pourtant ce que font aujourd'hui les prétendants à ce gouvernement.

Nous avons pu constater, au cours d'une visite en Libye, combien les responsables politiques de ce pays étaient préoccupés de la neutralisation de la Méditerranée — et perplexes devant l'attitude de la gauche française à ce sujet. Il ne s'agit pas de rêver à un neutralisme passif qui résulterait, comme par enchantement, d'un soudain angélisme des conférences intergouvernementales. Le colloque de Lisbonne, où était réunie la quasi-totalité du mouvement ouvrier de l'Europe du Sud, en partant de la critique de l'isolement dans lequel a été tenue la Révolution portugaise, a affirmé la nécessité de prévoir dès maintenant les formes de coordination et de solidarité dans tous les domaines contre le sabotage impérialiste déjà en marche.

Aussi la neutralisation est-elle une offensive, celle des peuples qui ne peuvent se libérer du capitalisme qu'en échappant à l'emprise des blocs militaires. Leur coopération constituera une autre force de frappe que les fusées Pluton destinées, finalement, à leur retomber sur la tête.

Décidément, tout se tient entre la politique intérieure et la politique internationale. Les démarches de Giscard ont leur cohérence, les silences de la gauche aussi (et, au fait, pourquoi seul le PCF n'était-il pas représenté à Lisbonne ?). Notre propre cohérence, fondée sur le rôle de la mobilisation populaire et l'unité qui la rendra possible, doit faire son chemin sur le plan français comme elle semble bien le faire sur le plan international.

Michel MOUSEL ■

Tours : cruelle leçon

COMMENT les travailleurs de Tours et de Saint-Pierre-des-Corps ont-ils perçu l'élection législative de dimanche dernier ? Certainement pas comme un enjeu politique fondamental. Il est inutile d'aller en chercher trop loin les raisons : toutes les forces de gauche en portent une part de responsabilité.

Il ne s'agissait pourtant pas d'une élection partielle parmi d'autres. Comment oublier que Royer symbolisait tout ce contre quoi de puissants mouvements de masse ont combattu ? Faute que toute la gauche prenne la bataille en ce sens, il appartenait au moins à ceux qui avaient eu à cœur d'être dans la bataille pour l'avortement et la contraception gratuits, dans la bataille contre les conséquences de la loi Royer pour les jeunes, dans la bataille pour l'extension des libertés collectives, de les traduire dans une campagne offensive. Telle fut notre proposition : ni campagne d'« unité des révolutionnaires » qui aurait supposé résolu le préalable d'un accord stratégique, ni simple « témoignage sur les luttes », mais volonté de faire apparaître la mobilisation populaire et les objectifs qu'elle dégage comme une première réponse à la politique de la bourgeoisie.

Cela n'a pas été possible. LO a refusé toute dis-

cussion. La LCR s'est montrée dès le départ décidée à torpiller toute campagne qui ne garantirait pas son « hégémonie », couvrant son travail de sape sous un flot quotidien de calomnies à l'égard du PSU. Et lorsque la candidature hautement représentative que nous avions proposée a été coulée, il n'a pas été possible d'éviter à celle de Merija Surduts d'apparaître comme une de ces multiples candidatures marginales qui se sont affrontées en dehors du débat central. Certes, plutôt que de la soutenir, nous aurions pu retirer purement et simplement nos billes, mais il faut reconnaître qu'il était assez choquant de céder ainsi au travail destructeur de la LCR.

Il a cependant payé. Personne n'est épargné, LO perd les 4/5 de ses voix de 1973, cependant que la Ligue et la candidate que nous soutenions se partagent les restes.

Toutes choses égales, les résultats du PCF et du

PS n'ont rien de beaucoup plus réjouissant. La concurrence effrénée à laquelle ils se sont livrés sans beaucoup apporter en termes d'alternative politique s'est finalement retournée contre eux : contre le PS qui n'a pas mobilisé, il s'en faut, autant d'électeurs qu'il l'espérait (sinon, probablement, un électoralat qui a été rendu disponible par l'absence de la candidature que nous avions proposée) ; contre le PCF qui a plus joué au modernisme récupérateur qu'à une claire bataille de classe (les résultats y compris à Saint-Pierre-des-Corps le confirment).

Le personnage de Royer méritait beaucoup mieux que tout cela. Finalement, au niveau où se situait la campagne, un nombre considérable d'électeurs ne s'est pas senti mobilisé (36,48 % d'abstentions).

L'élection de Tours ne change rien à la physionomie politique actuelle — et la majorité elle-même ne s'y trompe pas, qui pour une fois a modéré ses cris de victoire. Mais elle est très instructive sur un aspect au moins : elle apprend à tous ce qu'il faudrait éviter de faire.

Rémy GRILLAULT ■

Où va la France ?

que va faire la gauche au pouvoir ?

LA semaine dernière, il s'agissait d'analyser, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, l'attitude des différents courants du PS à propos de l'actualisation du Programme commun. Yvan Craipeau prolonge, cette semaine, sa réflexion sur les intentions d'un PS arrivé « à la barre ».

Mais le PS nous donne des informations bien plus précises sur ses intentions. Il nous indique le calendrier qu'il se propose — plus exactement celui que décide son état-major de technocrates et que les militants n'auront plus qu'à ratifier.

un calendrier instructif

Première étape (« quelques mois ») : il s'agit pour obtenir le « consensus politique » « de prendre des mesures en faveur de nombreuses catégories sociales sans pour autant peser trop lourdement sur le budget ». Michel Rocard ayant « la lourde tâche de vérifier que l'ensemble des projets avancés par le PS soient budgétairement réalisables ». C'est très exactement ce que Giscard s'est efforcé de faire au début de son septennat. Toutes les « catégories sociales » sont d'ailleurs sur le même plan pour le PS. C'est ce qu'il appelle curieusement le « front de classes » avec un « s ». Pour souligner que toutes les classes sont sur le même front. « En ce qui concerne le consensus (sic) les dirigeants socialistes comptent beaucoup sur l'aide des centrales syndicales pour que l'accès au pouvoir de la gauche ne se traduise pas par une gigantesque confrontation sociale. »

Autrement dit : il y a gros à parier qu'au lendemain de leur victoire électorale, les travailleurs ne comprendront pas qu'elle a pour but de remettre en selle le patronat grâce à leurs sacrifices. Il est à craindre qu'ils chercheront à poursuivre cette victoire sur le plan social contre leurs patrons et le patronat. Pour les ramener « à la raison et à l'effort », les dirigeants socialistes comptent sur les centrales syndicales. Une curieuse conception du rôle des syndi-

cats comme auxiliaires du patronat !

Deuxième étape : « Dans une seconde étape pouvant durer deux à trois ans, la gauche devrait consolider sa victoire et assurer son maintien au pouvoir », autrement dit ce sera la pause. Comme celle que Blum avait décrétée en 1936 après que les travailleurs en grève (hélas on n'avait pas pu empêcher « une gigantesque confrontation sociale ») aient arraché au patronat et au gouvernement de gauche ce qu'on a appelé « les conquêtes du Front populaire » : les 40 heures, les congés payés, les contrats collectifs, les délégués d'entreprise, etc.

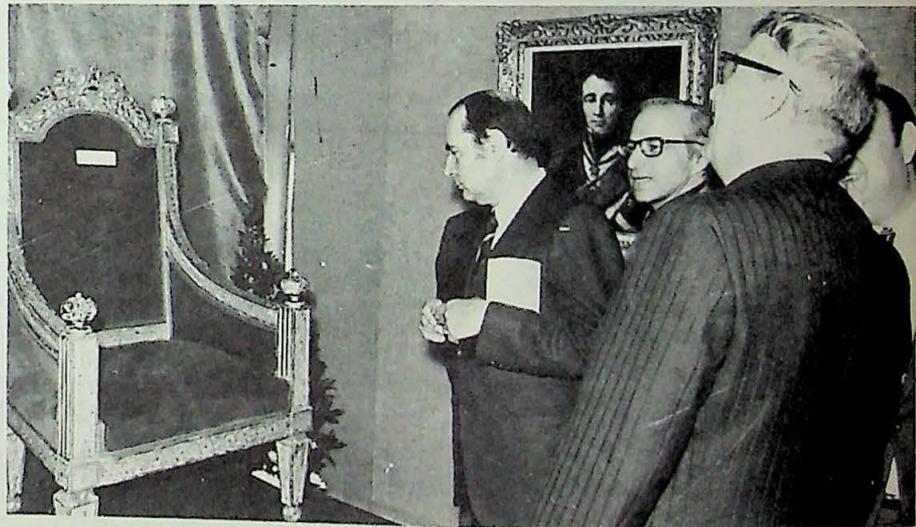
Pendant ces deux ou trois ans, la gauche mettra en œuvre « notamment un plan d'industrialisation » dont Mauroy présentera le projet — bien sûr, selon les principes d'austérité qu'il a énoncés.

Troisième étape : « Ce n'est donc que dans une troisième étape que la gauche s'estimera en situation de modifier en profondeur les structures de la société française. » Autrement dit, c'est seulement après quelques trois ans et demi de règne, que la gauche procédera aux nationalisations annoncées dans le programme commun, et à la nationalisation du crédit. Le programme commun précisait que ces nationalisations auraient lieu « dès le début de la législature », c'était au moins logique. Au bout de trois ans et demi, on se demande quelle société supra-nationale aura été assez stupide pour laisser à nationaliser autre chose qu'une coquille vide. Surtout, ces mesures étaient censé donner au gouvernement les moyens de sa politique, soit en affaiblissant l'adversaire principal, soit par la nationalisation du crédit en donnant au gouvernement le pouvoir d'influencer l'économie. Or, à supposer

qu'aucun grain de sable ne vienne entre-temps enrayer sa belle mécanique, le gouvernement à direction socialiste procédera à ces mesures à la fin de la législature. Entre-temps il aura par exemple mis en œuvre le plan d'industrialisation de Mauroy sans avoir eu besoin d'affaiblir les trusts, ni de peser sur le patronat, ni bien sûr (quelle horreur !) de s'appuyer sur la classe ouvrière. C'est bien sûr parce que le PS compte que le plan de Mauroy aura l'assentiment de tout le patronat à défaut de celui des travailleurs.

C'est pourquoi, au cours de son application, « encore le soutien syndical sera déterminant ». A la fin de la législature, si tout va bien et si les travailleurs ont été sages, le gouvernement poussera la générosité jusqu'à procéder à une réforme de l'entreprise (mais oui !) qui leur accordera un droit de cogestion analogue à celui de leurs camarades allemands : ce que le PS par dérision, sans doute, appelle « l'autogestion ».

Voilà le programme « rassurant » (pour la bourgeoisie, mais pas pour les travailleurs), que Mitterrand nous promet de ne pas « édulcorer ». Ajoutons deux détails. Le PS était contre l'arme nucléaire ; il est pour. Il proposait une alliance des socialistes de l'Europe du Sud. Il découvre maintenant que les socialistes doivent lier leur sort à l'Europe du Nord, social-démocrate. En effet, « les chances de réussite d'expérience socialiste dans l'Europe du Sud sont aléatoires et impliquent en tout cas une référence à des situations de conflit qui ne correspondent pas au souci actuel de rassurer qui est celui du PS ».



Tout cela est clair. Les socialistes n'entendent pas venir au pouvoir pour entrer en conflit avec la bourgeoisie. Comme les social-démocraties, ils entendent, moyennant quelques réformes, se mettre d'accord avec elle pour gérer le pays « dans l'intérêt général », c'est-à-dire dans l'intérêt du capital.

et Giscard ?

Si l'on en croit le compte rendu du Monde, aucun des dirigeants socialistes n'a fait référence à ce détail : la majorité parlementaire de gauche trouverait en face d'elle un président de la République qui a été élu contre la politique de la gauche.

Pourtant, en apparence au moins, l'obstacle est de taille. La Constitution gaulliste donne au président de la République des prérogatives non négligeables : il choisit le Premier ministre, approuve la composition du gouvernement, préside son conseil, promulgue les lois et décrets — qui sans cela n'ont pas force

de loi ; les fonctionnaires ne peuvent pas être nommés sans son accord et il est le chef des armées. Enfin il dispose d'un arsenal d'exception : dissolution de l'Assemblée, référendum, recours à l'article 16 qui lui donne pour un temps les pleins pouvoirs.

En fait, sa marge de manœuvre est plus étroite : on ne fait pas un coup d'Etat contre un peuple dressé. Quant à dissoudre l'Assemblée, ce serait reculer pour mieux sauter. Il jouera le jeu. Il a déjà annoncé ses intentions : il restera en fonction jusqu'en 1981 et il appliquera la Constitution de 1958. C'est pourquoi, après les cantonales, il a renoncé à apparaître officiellement comme le chef de la majorité (confiant ce rôle à Chirac) et mis l'accent sur la fonction d'arbitre que lui donne la Constitution. Il est prêt, dès lors, à continuer son rôle comme arbitre d'une nouvelle majorité parlementaire en utilisant toutes les prérogatives que lui donne la Constitution, pour influencer le choix des ministres, contrecarrer les mesures qui gêneraient la bourgeoisie, contrôler les nominations de hauts fonctionnaires, faire pression sur la politique gouvernementale et l'orienter dans son sens. Giscard sait que cette politique de sabotage et d'oppression lui sera facilitée par l'appui du Sénat conservateur. Si la gauche consent à s'engager dans ce jeu, elle ne pourra faire au gouvernement qu'une politique favorable à la bourgeoisie, anti-ouvrière et atlantiste. La classe ouvrière sera alors démoralisée, le PC devra manifester son opposition. Finalement, Giscard parviendra à ses fins : évincer le PCF comme l'UDR et reconsti-

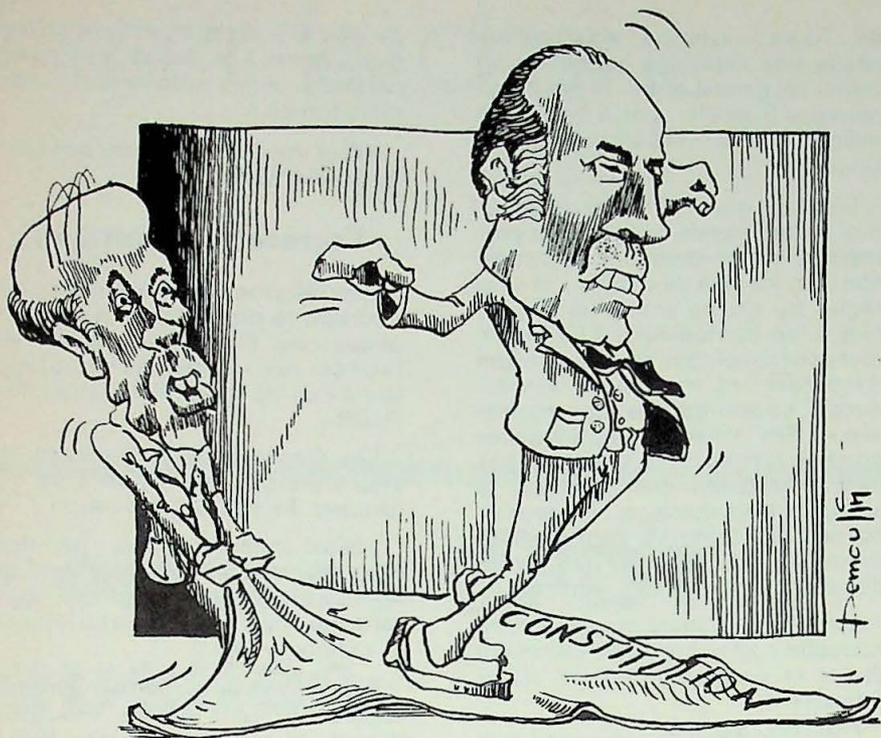
tuer une majorité de « troisième force ».

La gauche va-t-elle le laisser faire ? Pour les dirigeants du PS comme du MRG cela ne fait aucun problème. Ils étaient prêts déjà à cette collaboration en 74, ce n'est pas un hasard s'ils ne soulèvent pas le problème au séminaire de Seillac. Ce n'est pas un hasard non plus si le calendrier qu'il prévoit renvoie les éventuelles « réformes de structures »... après 1981. En attendant, la politique qu'ils annoncent n'est qu'une variante de celle des réformateurs. C'est toujours le changement dans la continuité.

Yvan CRAIPEAU
(à suivre...)

Dans l'article d'Yvan Craipeau « Que va faire la gauche au pouvoir », T.S. n° 700, il fallait lire dans le paragraphe : une simple actualisation : à la ligne 6 : « les solutions de ses experts » et non « de ses espoirs » ; à la ligne 12 : « une partie du chômage par l'extension du secteur tertiaire » et non pas « existence » ; enfin, ligne 43 : « l'avènement du paradis sur terre » et non pas du « parti tertiaire ».

Le fait que cet article nous ait été communiqué par téléphone n'excuse pas cependant ces erreurs.



la lettre et l'esprit

LA droite se porte bien. A deux années des élections générales, elle commence à craindre le « choc du futur ». A lire les sondages d'opinion, ce futur s'annonce bien sombre puisque même Paris risque de basculer à gauche : un comble pour les promoteurs !

Jusqu'il y a peu, la méthode Coué servait de tranquillisant aux ténors de la ci-devant minorité. A croire que Giscard distribuait les « nous gagnerons les élections » comme unique pénitence à Chirac et à Poniatoski. Ce dernier allait jusqu'à enrichir le nouveau patenôtre présidentiel de l'adverbe sans nuances « tout » : « nous ferons tout pour gagner les élections, je dis bien tout ».

Depuis quelques jours, l'exorcisme cède la place à la logique, comme les Pâques succèdent au Carême. L'alléluia minoritaire ne manque pas de splendeur : voter pour la gauche en 1978, c'est provoquer une grave crise institutionnelle. La Constitution ne peut fonctionner que si le président de la République joue le même oratorio que ses chambres d'enregistrement.

Vous voyez Giscard sur la même photo de famille que Marchais et Mitterrand, dans la salle du conseil des ministres ? Non, alors il faut absolument élire les grouillots de la société libérale décorés du label VGE. Sinon, point de salut, la Constitution en prendra un sacré coup. On tremble... et on se demande à quoi peuvent bien servir les élections. Il est vrai que le cantique avait déjà été entonné en 1974 ; il fallait alors élire le grand Valéry pour éviter la dissolution de l'Assemblée nationale. Rien ne s'oppose à ce que le topo ne resserve en 1981 puis en 1983, puis en... De quoi alimenter les cauchemars les plus sombres de François Mitterrand.

écrit à l'encre sympathique

Pourtant, Giscard déclarait tout récemment qu'il se « conformerait à la lettre et à l'esprit de la Constitution ». La clarté de cette petite phrase a étonné tous les observateurs politiques les plus avertis. Tout devient encore plus clair quand on se reporte au texte de ladite Constitution : « Le président de la République nomme le Premier ministre... Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du gouvernement et met fin à leurs fonctions » (article 8). On a beau chercher les critères de nomination de ce Premier ministre : la Constitution est désespérément muette (« la lettre » dont parle Giscard a dû être écrite à l'encre sympathique). Il y a bien un article 20 qui précise que « le gouvernement est responsable devant le Parlement ».

Faut-il en déduire que le gouvernement et son Premier ministre doivent être agréés par l'Assemblée na-

tionale ? C'est ce que semblent prévoir les articles 49 et 50 qui règlent respectivement la mise en jeu de la responsabilité gouvernementale par le Premier ministre devant l'Assemblée nationale et le mécanisme de la motion de censure. On conclut alors que Georges Marchais a parfaitement raison d'affirmer que le président devra se « soumettre ou se démettre ». « Horreur et putréfaction » riposte Lecanuet à titre tout à fait « personnel ». D'après cet éminent juriste, les élections législatives ne sauraient remettre en cause l'élection présidentielle : « C'est lui (le président de la République) qui choisit le Premier ministre dont la tâche est de diriger l'action du gouvernement ; quelle que soit l'issue des élections, cette désignation n'est soumise à aucune condition particulière ». En d'autres termes, Giscard choisira qui il voudra. Et ceux qui espèrent le contraire n'ont rien compris ni à la lettre, ni à l'esprit de la Constitution. L'alternance, c'est remplacer en 1978 Chirac par Poniatoski et en 1983 Poniatoski par Chirac et ainsi de suite.

une ornière juridique

Il reste à cerner, par-delà les déclarations « logiques » de la minorité présidentielle et tactiques de l'opposition majoritaire, le véritable enjeu constitutionnel des prochaines législatives.

Que François Mitterrand fasse tout pour rassurer en laissant entendre que la gauche « respectera le scrutin de 1974 » est conforme à la logique d'une démarche strictement électorale.

Que Georges Marchais agite frénétiquement ses grands sabots est également conforme à la fraternité conflictuelle qui caractérise la dynamique unitaire de la gauche.

L'inconvénient, c'est que ce débat, loin de rompre avec les arguties des « faux légistes », reste enlisé dans une ornière juridique dont on perçoit mal l'efficacité pratique, tout au moins à long terme.

De même qu'on a quelque difficulté à imaginer Mitterrand et Marchais gouverner avec Giscard à la barre et Poniatoski muter à la place de Serisé aux amarres, on ne voit guère comment une Assemblée de gauche pourra promouvoir les réformes prévues par le programme commun : par exemple, la suppression du trop fameux article 16, ou encore la modification des articles 7 (réduction de la durée du mandat présidentiel à cinq ans), 11 (limitation de l'usage du référendum), 19 (relatif au contreséjour par le Premier

ministre de certains actes du président de la République), 34 (extension du domaine de la loi) et 38 (procédure des ordonnances version V^e République des décrets-lois de la III^e).

transformer l'Assemblée

En effet, l'article 89 du même texte prévoit non seulement que tout projet de révision doit être voté en termes identiques par les deux chambres mais encore que pour être définitive, la révision doit être soit approuvée par référendum, soit par les deux assemblées réunies en congrès à Versailles, à la majorité des trois cinquièmes. Autant dire que le futur Premier ministre de gauche aura le temps de mourir cent fois de jaunisse avant d'obtenir une révision qui ne soit pas une réforme. Sans parler de l'obstruction que ne manquera pas de mener avec méthode le grand Valéry, ni des hurlements sauvages de la droite, ni enfin des difficultés économiques en tout genre.

Pourquoi masquer les difficultés ? Y a-t-il, en dehors d'une défaite aussi détestable que celle essuyée par le Front populaire après quelques mois d'enthousiasme, une autre alternative que de transformer immédiatement l'Assemblée nationale en Assemblée constituante ?

Nous ne le pensons pas. Dans le meilleur des cas (la résignation momentanée de la droite), la gauche n'obtiendra qu'un ravalement dérisoire de la façade constitutionnelle. Au pire, elle se heurtera à un véritable coup d'Etat (application de l'article 16 comme vient de le suggérer Albin Chalandon dans « le Monde » du 8 mai 1976).

Le prochain gouvernement aura besoin d'un large soutien populaire. La gauche ne gagne rien à masquer les difficultés qu'elle ne manquera pas de rencontrer en toute hypothèse. Il est vain d'espérer que Giscard se contentera d'élever ses labradors entre la poire de déjeuners sportifs et le fromage de comices agricoles, ou encore se démettra pour se consacrer à la littérature et aux safaris. Vain pour ne pas dire inquiétant. Alors que faire sinon préparer les masses populaires à un affrontement dont l'issue sera d'autant plus incertaine qu'elles n'auront pas été prévenues du danger mortel que représente Giscard et ses fidèles pour l'avènement du socialisme ?

Michel ETIENNE ■

(Publicité)

VACANCES EN ALGÉRIE

*Ce n'est peut-être pas à la mode.
Les Jeunes Giscardiens n'y tiendront pas leurs « carrefours ».
Mais c'est beau, c'est vrai, c'est une tentative pour un autre tourisme.*

Seul, à deux, ou en famille, allez en Algérie cet été : au départ de Lyon ou de Paris, nous vous proposons TIPASA, village de vacances au bord d'une plage splendide, des maisonnettes blanches, des toits en terrasse, des activités sportives et culturelles, un animateur ARVEL.

Et puis nous sommes là aussi, si vous préférez l'Ardèche, le Mexique, la Yougoslavie, Bali, l'Italie, la Laponie, la Provence, le Pakistan, l'Autriche, l'Afghanistan, la Turquie, le Kenya, la Grèce, l'Égypte, etc., etc.

**A.R.V.E.L. 12 A, boulevard des Brotteaux 69006 LYON
TEL. : (78) 52.56.48**

le figaro mène l'enquête

REFORMES OU REVOLUTION ? Serait-ce le titre d'une nouvelle brochure d'extrême gauche ? La réédition du fameux pamphlet de Rosa Luxembourg ? Vous n'y êtes pas. Il s'agit de l'intitulé d'une grande enquête que mène *Le Figaro* depuis le 20 avril sur le « malaise de la bourgeoisie et des classes moyennes ». Enquête significative et à plus d'un titre.

C'est en effet à une véritable « radioscopie et peut-être psychanalyse de la bourgeoisie malheureuse » que se livre le grand quotidien conservateur.

Écoutons ce qu'en dit Jean d'Ormesson, directeur du *Figaro* : « Un mois après l'avertissement sévère des cantonales il est impossible de tenir pour mineurs l'abattement, le découragement, l'agressivité parfois, des cadres de la nation. » « Désenchantement... morosité... mécontentement... bilan sévère... tentation suicidaire... »

« Mieux vaut soigner la classe moyenne que de lui taper dans le dos en lui disant que tout va bien ». Et de quoi donc est-elle malade ? « Tout fout le camp », « il n'y a plus de patrons, plus de gouvernement, plus d'autorité, plus de famille, plus de morale. »

le constat

Docteur Figaro se penche donc au fil des jours sur le mourant. Les patrons, les vrais, sont tyrannisés par l'administration, par l'Etat, par les énarques. Les professions libérales ont l'impression d'être les têtes de Turcs du système. Les cadres estiment que leurs revenus se sont tassés. Les PME ont le sentiment d'être pressurées par l'Etat tentaculaire. L'esprit général, d'après *Le Figaro* :

le système libéral est quasi détruit, Giscard mène une politique presque identique à celle que l'opposition préconise, ainsi « socialisme, pour socialisme mieux vaut tâter de celui qui affiche franchement ses couleurs ».

Voilà le premier volet de la manœuvre : « Une équipe libérale mène une politique socialiste... ce n'est plus l'entrepreneur qui fixe le prix de ses produits mais l'administration... le gouvernement a conduit les chefs d'entreprise à ne plus embaucher par peur de ne pas pouvoir débaucher en période de basse conjoncture... l'augmentation des salaires et des charges sociales ne peut être compensée, puisque les prix sont fixés autoritairement... ».

Le Figaro sonne donc l'alarme : attention ! Giscard (mais est-ce bien lui ? ne serait-ce pas plutôt son « entourage », comme il est dit à plusieurs reprises ?) pousse les bourgeois dans les bras de la gauche. D'ailleurs, ne le disent-ils pas eux-mêmes ? Le directeur d'une usine de 5 000 ouvriers en Champagne : « Si Mitterrand disait : « camarades, le capitalisme nous a laissé une situation catastrophique, il faut retrousser nos manches et travailler » pourquoi diable est-ce que je ne crierais pas : « Vive Mitterrand ! ». Un grand médecin : « La gauche apportera la sécurisation. » Le patron d'une imprimerie moderne du côté

de Tours : « Je ne vois qu'une chose, une explosion qui puisse réveiller les gens d'ordre... et après un nouveau Grenelle... parce que je suis résigné, je suis prêt à aider les socialistes... »

D'autant que « la bourgeoisie aspire à une morale qu'elle n'est plus capable de se donner » (d'Ormesson). Il n'y a plus de « chefs » et « les règles du jeu ne sont plus respectées ». Le patriotisme ? L'ordre ? Il faut pour savoir que ça existe encore « regarder les maréchaux soviétiques ». La bourgeoisie est « angoissée ». Ses valeurs traditionnelles sont battues en brèche par l'augmentation des divorces, la sexualité hors mariage, les revendications des femmes, l'atmosphère permissive, la conduite marginale des jeunes, le rejet des vieux ».

Une vieille société disparaît. Une nouvelle doit naître. Mais comment éviter le collectivisme ? Et est-ce possible ?

C'est là le deuxième volet de l'opération.

le choix

Après ce triste tableau, il n'est même pas sûr qu'un régiment d'élite éviterait la démoralisation. *Le Figaro* a bien joué. Il a accentué dans la première partie de son enquête la décomposition, réelle, du régime ; il en a montré les dangers. Il va maintenant montrer que « tout ne va pas si mal » ; qu'un espoir est permis.

D'abord « il y a un fossé entre les impressions et les chiffres » ; l'appauvrissement des couches moyennes n'est qu'une illusion, un prétexte à exprimer autre chose car « la France part en vacances, épargne et consomme ». Quant aux impôts ils sont plus bas qu'ailleurs. C'est la crise qui est en cause et si « la reprise économique se confirme, ... l'impression d'appauvrissement et le sentiment d'être « floué » disparaîtront. »

Quant à l'autorité, il est normal qu'elle évolue. Il faut s'adapter. Et, pour cela, revenir à la libre entreprise, celle qui permet aux « vrais » patrons d'apparaître. De « vrais » patrons capables de dialoguer avec leurs « partenaires sociaux » (les syndicats) qui « jouent le jeu ». Des patrons « de progrès » capables de « rêver qu'un jour le plus modeste

de nos OS prenne aussi des décisions, quitte à ce que ce soit des décisions à mille, cinq mille ou dix mille francs ».

Il faut donc des réformes pour éviter la révolution.

l'opération politique

Ces réformes, Giscard, dont c'est pourtant le programme, ne les applique pas. En fait, il se laisse influencer par un mauvais entourage. Qui ? Pas de nom. Mais un profil : l'UDR.

Les élections approchent, et les vrais réformateurs doivent se regrouper. Ils sont les sauveurs.

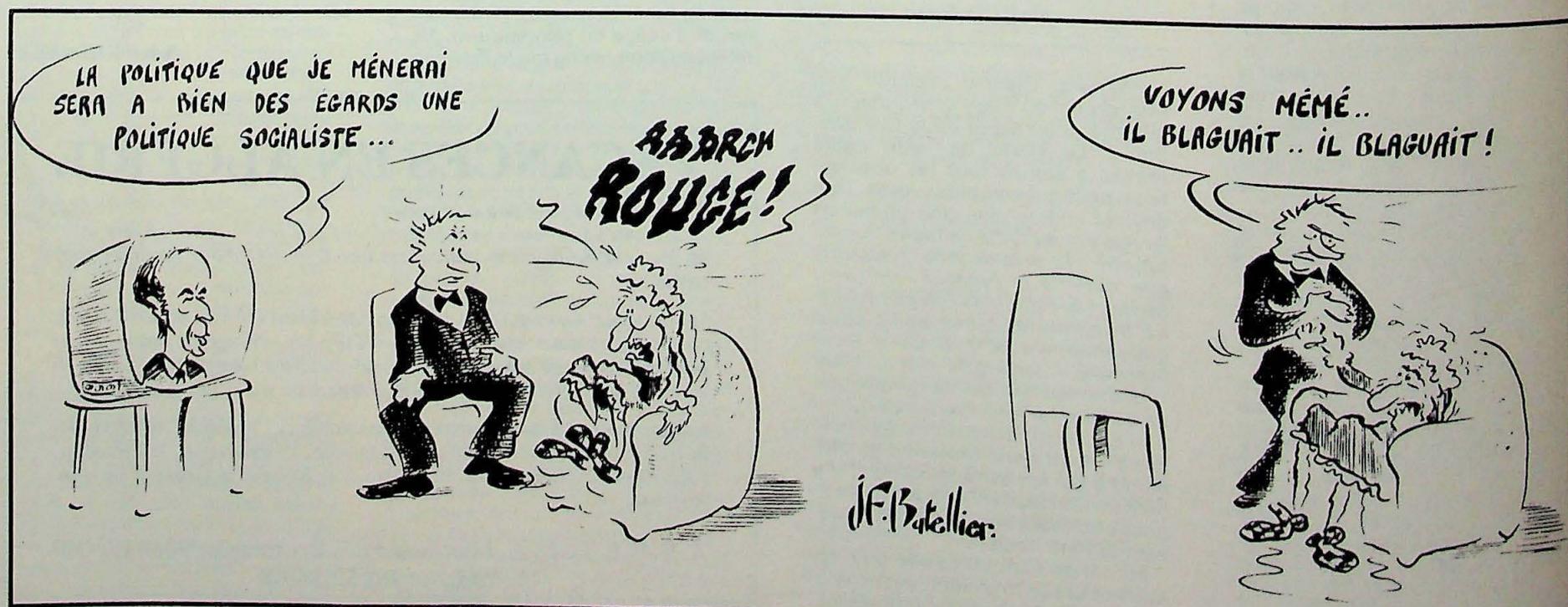
Voilà l'épilogue d'une opération qui n'est pas sans rappeler certains thèmes agités par *l'Express*. Giscard, oui, mais à condition qu'il fasse le « choix ».

Et il est vrai qu'en cette matière le « nœud » ce sont les dits « couches moyennes ». Il y aurait certes beaucoup à dire sur la conception que s'en fait — pour les besoins de sa cause — *Le Figaro*. En ne différenciant pas ce bloc hétéroclite, en n'esquissant même pas l'analyse de la prolétarisation d'une grande partie d'entre elles, l'équipe du quotidien crée une « bourgeoisie » bien singulière. Mais le problème — cette fois — n'est pas là.

Ce qui pose question par contre, et ce depuis la fin du gaullisme, c'est de savoir sur quelle base sociale la bourgeoisie au pouvoir va asseoir la nouvelle hégémonie qu'elle recherche. Et c'est là que le bât blesse. En liquidant à marche forcée le « su conjonctif de la IV^e République », œuvre « historique » de De Gaulle, le capital a créé un vide. Ce vide, il a cherché à le remplir par toutes sortes de propositions idéologiques ou pratiques, en cherchant du côté des nouvelles couches d'ingénieurs, cadres et techniciens. Mais il a trouvé sur son chemin un mouvement ouvrier qui cherchait des alliés. Depuis, c'est une véritable course contre la montre, qui se déroule entre bourgeoisie et prolétariat pour « gagner » ces couches.

Réformes ou révolution avec pour enjeu les « couches moyennes ». Mais n'est-ce pas aussi un débat qui traverse le mouvement ouvrier ?

Maurice NAJMAN ■



briser la chaîne

congrès CFDT : quelles échéances ?

Le prochain congrès de la CFDT se situera à deux ans d'échéances électorales qui peuvent changer les rapports entre les institutions politiques et la lutte de classe en France : l'échéance d'une victoire de la gauche pèsera sur ce Congrès. Le rapport d'orientation discuté au Congrès d'Annecy l'évoque. A nos questions (Cf. TS n° 699) Edmond Maire répondait qu'elle ne devait pas « grever » la combativité des travailleurs, ni la détourner dans les deux années à venir. Sur ce point précis une série de fédérations se sont prononcées dans une contribution au débat. Elles estiment que le débat n'est pas clairement engagé.

les sensibilités

Mais cette contribution ne se veut pas un contre texte. C'est dire que le débat à Annecy ne sera pas celui qui mettrait aux prises trois ou quatre lignes politiques claires, qu'on peut supposer exister ou voir apparaître dans la CFDT. La résolution d'orientation s'est efforcée en effet par le jeu des amendements, de traduire tout ou partie des « sensibilités » différentes qui existent dans la CFDT. On peut donc y voir de multiples contradictions, la plus importante réside dans la volonté d'autonomie affrontée avec celle de participer, à ce que la CFDT définit comme l'union des forces populaires.

A cet égard, des précisions devraient être apportées. Dans la résolution d'orientation, la volonté de la CFDT de tenir à la fois à son indépendance, à des changements significatifs et immédiats des conditions de vie des travailleurs sont définies comme prioritaires. Mais son attitude par rapport aux stratégies pour y parvenir restent peu claires. En effet, l'évolution de la crise politique et de la restructuration du capitalisme met à l'ordre du jour la nécessité de l'autogestion comme réponse globale, comme alternative. Pourtant, la réponse actuelle des forces de gauche ne se situe pas dans cette perspective ; pire une concurrence pour savoir comment mieux gérer la crise du capitalisme. Les travailleurs qui chaque jour se battent contre l'offensive des patrons et du pouvoir politique, n'auront pas par rapport à une éventuelle équipe gouvernementale de

la gauche, une attitude passive. Ils exigeront des changements rapides et réels.

le PS cartes sur table

Dans cette situation, les organisations syndicales joueront un rôle décisif. Le Parti socialiste a, à ce propos, mis les cartes sur table les 27 et 28 avril dernier, en précisant qu'il comptait sur l'aide des centrales syndicales pour que l'accès au pouvoir ne se traduise pas par une gigantesque confrontation sociale. Il souhaite donc un consensus national, dépassant les nécessités de la lutte de classe pour assurer le pouvoir politique de la gauche unie. Pour quels objectifs ? Pour un changement réel dans la vie des travailleurs ou pour le seul objectif d'occuper le pouvoir et l'Etat ?

Si les analyses de la CFDT, les objectifs de transformation qu'elle avance la conduisent à privilégier dans les principes la première hypothèse, qu'en sera-t-il dans les faits ? C'est un des enjeux de ce congrès. Certes, les résolutions les plus claires, les mieux écrites ne suffisent pas pour résoudre ce genre de question à l'avance. Mais elles indiquent une volonté.

Les militants de certaines fédérations dans une contribution au débat posent crûment la question en disant : *la CFDT est-elle prête quelles que soient les circonstances, y compris sous un gouvernement de gauche... à refuser toute solution de gestion de la crise dans le cadre du capitalisme, à refuser toute pause sociale ?*

En effet, si la résolution d'orientation réaffirme qu'aucun changement ne sera possible sans mobilisation sociale, il faut en tirer les conséquences. Celle-ci peut entraîner la naissance de structures de double-pouvoir. Pour l'instant, les textes de la CFDT prennent comme point de départ qu'elles pourront être complémentaires avec l'action d'un gouvernement de gauche. Cette complémentarité pourrait être un des moments du double-pouvoir. Mais faut-il s'en tenir là ? Le débat peut aller plus loin.

théorie et pratique...

Il est d'ailleurs posé à travers les luttes actuelles. L'intransigeance patronale, le refus de négocier bloquent souvent la possibilité de victoires même partielles. Cela a

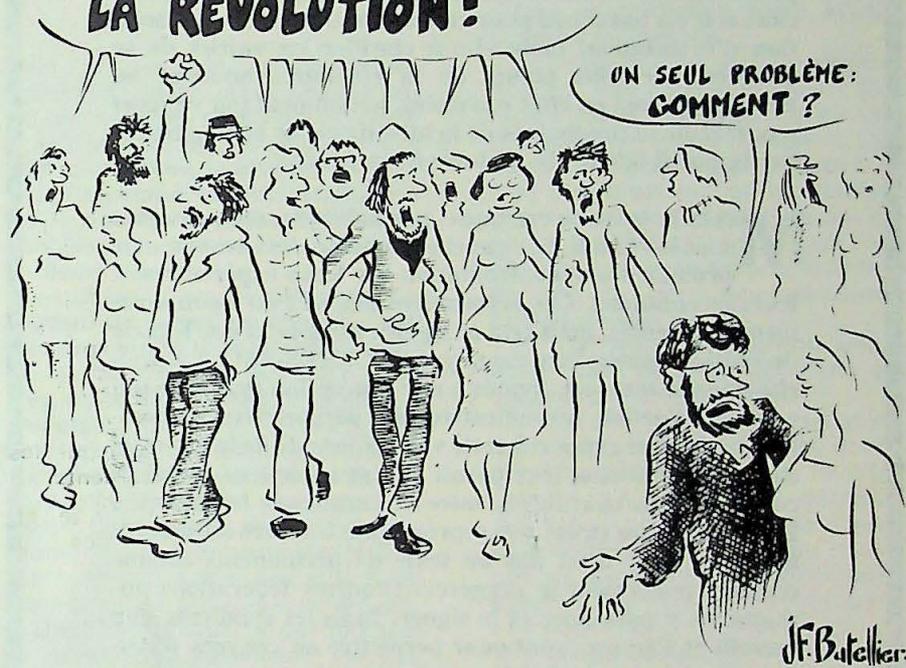
CFDT) sur la nécessité d'établir une plate-forme revendicative au niveau de toute la CFDT est à cet égard fondamental.

Ainsi sur l'emploi, l'idée de nationalisation sous contrôle ouvrier est un objectif mobilisateur si elle est prise en charge. Elle n'est pas contradictoire avec des actions à la base plus localisées, et permet de faire pression, précisément, sur les partis de gauche.

En effet, comment admettre une complémentarité entre la mobilisation sociale des travailleurs et un éventuel gouvernement de gauche, si d'ores et déjà n'ont pas été formulées dans les luttes d'aujourd'hui des objectifs et des solutions de contrôle ?

Mais il ne s'agit pas d'y voir une « recette » aux conflits sur l'emploi. D'autres conflits ont lieu sur les salaires, les conditions de travail, les

UNE SEULE SOLUTION : LA RÉVOLUTION !



comme conséquence l'isolement puis l'enlèvement de certaines luttes. Face à cela, la définition par la CFDT de l'action revendicative peut-elle rester dans les limites des actions de harcèlement ?

Sur l'emploi, notamment, mais aussi contre la restructuration du capitalisme, la coordination des actions revendicatives est une nécessité. Si on peut être d'accord avec E. Maire quand il déclare (*Interview à TS n° 699*) que c'est une politique et non une revendication qui est unifiante, encore faut-il définir cette politique. Le débat qui aura lieu (déjà entamé lors du dernier CN de la

statuts. Il s'agit de donner à la CFDT la capacité collective de lier tous ces conflits entre eux, de les articuler, de placer le rapport de force à un autre niveau que celui où le patronat le place. Comme le déclarent les fédérations qui ont rédigé la contribution au débat : « Nous ne pouvons avoir une théorie sur le pouvoir aux travailleurs et sur le pouvoir populaire sans que celle-ci ait des incidences dès aujourd'hui sur notre pratique ». Ce sera aussi un des enjeux de ce congrès.

Yves SPARFEL ■

Librairie

Liste n° 7

- LIRE LE CAPITALISME
sur le capitalisme mondial & la crise
Beaud Bellon François. Editions Anthropos 35,00
 - LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE
Charles Levinson. Leseuil 39,00
 - LES TRAVAILLEURS FACE AU CAPITALISME
Culture & Liberté. Le Seuil. 12,00
 - POUVOIR MILITAIRE & SOCIALISME AU PORTUGAL
Pierre Naville. Editions Anthropos 27,00
- Prix total réel 113,00

NOTRE PROPOSITION : F. 100,00 FRANCO

Adresser Commande & Règlement à : Editions Syros
9, rue Borromée 75015 Paris. C.C.P. 19706 Paris

le congrès CFDT : les questions essentielles

SOUS le titre : « Les questions qui se posent aujourd'hui à la CFDT », cinq fédérations (Banques et Etablissements financiers, Construction bois, Hacuitem, PTT, Santé et Services sociaux) et une union régionale (Rhône-Alpes) ont rédigé une contribution au débat pour le prochain congrès de la CFDT. Nous leur donnons la parole en publiant de larges extraits.

Ce texte a été élaboré par plusieurs organisations qui ont pris l'habitude depuis 3 ans de se rencontrer épisodiquement pour réfléchir ensemble sur les problèmes de l'action syndicale. Il n'est pas conçu pour être un contre-texte à la résolution d'orientation, mais vise à clarifier les enjeux de ce congrès. Certains points de la résolution soumise au congrès ne sont en effet pas clairs, notamment par rapport aux échéances prochaines de la lutte de classe et en particulier la possibilité d'une victoire de la gauche.

MAIS ce texte de ceux que, par habitude, on a désignés sous le vocable de « gauche syndicale » est avant tout le produit d'une confrontation sur leurs expériences et leurs orientations. Ces orientations peuvent être politiquement différentes, mais cela ne signifie nullement que le texte de synthèse puisse être catalogué de CERES-PSU. La priorité dans ce texte est donnée à une conception syndicale qui veut lier l'action revendicative aux perspectives autogestionnaires. Par rapport à cette volonté le texte de la majorité du bureau national leur paraît ne pas avoir levé certaines contradictions essentielles entre le discours et la pratique. Discuté dans les structures représentatives de ces différentes fédés, ce texte n'est pas un texte de permanents comme certains pourraient le suggérer. D'autres fédérations auraient pu y participer et le signer. Mais les syndicats s'en servent et s'en serviront pour permettre au congrès d'Annecy un débat qui n'oublie pas les questions importantes.

Y. S. ■

Le congrès devrait apporter des réponses claires aux trois questions essentielles suivantes :

1° La première question vise à situer les responsabilités de notre organisation dans la période actuelle, période caractérisée par la crise et la restructuration du capitalisme :

● *Est-ce que la CFDT est prête — quelles que soient les circonstances, y compris sous un gouvernement de gauche — à refuser toute solution de gestion de la crise dans le cadre du capitalisme ?*

Un tel engagement signifie que nous sommes prêts à refuser toute « pause sociale » et à développer à fond les contradictions actuelles du système. Cela signifie aussi que nous sommes prêts à assumer les responsabilités qui en découlent, tant sur le plan syndical que politique : refus de toute pause sociale, développement de l'action, renfor-

cement des conditions sociales et politiques pour imposer le socialisme comme alternative à la crise actuelle du capitalisme.

2° La deuxième question pose le problème de la transition au socialisme autogestionnaire :

● *Quelles sont les conditions à réaliser pour porter un coup décisif au pouvoir des capitalistes et engager un processus irréversible vers le socialisme autogestionnaire ?*

Les expériences historiques nous poussent à développer notre réflexion. Certains n'ont pas réussi à déloger définitivement la bourgeoisie de ses positions : c'est le cas du Chili. D'autres expériences, celle de l'URSS notamment, nous montrent qu'il ne suffit pas de transférer à l'Etat la propriété des moyens de production pour que les travailleurs aient le pouvoir.

3° Enfin, il faut nous interroger sur notre propre capacité d'action, sur le poids que nous représentons actuellement dans la lutte contre le capitalisme, sur le poids que nous représenterons demain au sein du mouvement des masses dans une phase de conquête du pouvoir par les travailleurs :

● *Comment renforcer la capacité offensive et le poids de notre organisation ? Comment développer sa pratique de masse et son fonctionnement collectif ?*

Cette contribution tente de répondre à ces questions. Puisse-t-elle faciliter la tâche des syndicats dans la préparation du 37^e Congrès fédéral de la CFDT.

chapitre I : enjeu de la période

A) RADICALISATION DE LA LUTTE DE CLASSE

... Le patronat et le gouvernement n'ont pas réussi à démobiliser les travailleurs. Les luttes continuent de se maintenir à un niveau élevé, les travailleurs résistent aux sacrifices que la bourgeoisie tente de leur imposer : le chômage, la réduction du pouvoir d'achat, l'augmentation des cadences, l'aggravation des conditions de travail et de vie...

B) LA CRISE : UN ENJEU VITAL POUR LE CAPITALISME

... Les causes de cette crise ne se situent pas exclusivement au niveau des mécanismes économiques du système. Elles sont le résultat du développement des contradictions internes au capitalisme, tant au niveau économique que social et politique.

— La crise se joue à travers la lutte de classe, les oppositions entre fractions de la bourgeoisie, et en particulier par la volonté de domination des USA. L'issue de la crise n'est pas déterminée à l'avance, elle sera fonction des rapports de forces. Comment allons-nous répondre à la crise ? C'est-à-dire plus exactement comment allons-nous répondre à la volonté de la classe dominante d'imposer une défaite sévère à la classe ouvrière, pour avoir les mains libres dans la conduite d'une restructuration nécessaire pour elle, mais dont le coût social sera très élevé pour les travailleurs ?...

E) FACE A LA CRISE, LA REPOSE DE LA CFDT DOIT ETRE CLAIRE ET MOBILISATRICE

... Pour la CFDT, l'enjeu est donc de taille ; il ne peut s'agir simplement de chercher à ce que les choses « se passent le moins mal possible » pour les travailleurs en faisant d'avance la part du feu, ni de se cantonner à la lutte quotidienne. **Mais il faut organiser cette lutte et en extraire toutes les potentialités révolutionnaires :**

— dans une articulation rigoureuse entre la défense des intérêts

immédiats de la classe ouvrière et ses aspirations à plus long terme ;
— dans le perfectionnement des rapports entre la base et le sommet ;

— dans une élaboration démocratique de la stratégie et du développement de l'action.

chapitre II : le socialisme autogestionnaire

A) VERS UNE PHASE DE TRANSITION

... Le socialisme autogestionnaire est devenu un pôle de référence de plus en plus crédible. Les expériences sociales démocrates ont montré leurs limites. Elles s'inscrivent dans le système capitaliste.

Mais l'autogestion est et reste un enjeu des luttes idéologiques actuelles, elle peut être l'objet de déformation et de récupération.

De ce fait, nous devons continuer de préciser et de clarifier notre conception du socialisme autogestionnaire.

L'autogestion n'est pas seulement la gestion des entreprises par les



photo EVA RODGOLD

travailleurs, mais c'est également la gestion de l'ensemble de l'économie, de la vie politique et culturelle à tous les niveaux et dans tous les domaines dans le but de parvenir, à terme, à une société sans classe et sans état, phase achevée du socialisme autogestionnaire...

... L'autogestion ne se réalisera totalement que lorsque le capitalisme sera dépossédé de tous ses pouvoirs. Parce que le pouvoir politique permet aux capitalistes de se maintenir et de se développer, c'est bien le pouvoir politique qui doit être conquis le premier par les travailleurs et leurs organisations politiques, ce qui ne veut pas dire que nous lions notre action à des échéances électorales...



4 octobre 1975 : manifestation de la jeunesse contre le chômage.

B) PRISE ET TRANSFORMATION DU POUVOIR D'ETAT

L'occupation effective et durable du pouvoir politique par les travailleurs est liée à la **prise du pouvoir d'Etat** par les travailleurs. Le pouvoir d'Etat doit être compris au sens large, comme un ensemble complexe qui s'exerce sous des formes à la fois économiques, administratives et idéologiques, tant à travers des institutions publiques (armée, police, justice, école, santé, plan, etc.) qu'à travers des institutions privées (familles, école, santé, presse, services sociaux, etc.), l'Etat n'est pas une somme d'institutions immuables...

La transition du socialisme autogestionnaire, c'est à la fois un processus qui vise à déposséder les capitalistes de leur pouvoir et de leurs moyens de production, et un processus de conquête du pouvoir par les travailleurs. Cette conquête — dont le contrôle ouvrier dans l'entreprise et la vie sociale constitue, dès l'occupation du pouvoir politique, un axe stratégique essentiel — ne se limite pas à l'élimination de la domination de la bourgeoisie.

Elle est fondée sur une dynamique de masse un développement et une intensification de la lutte de classe, ce qui permettra, en particulier, de faire échec aux risques technocratiques et bureaucratiques.

C) NOTRE STRATEGIE

La mobilisation des travailleurs.

Avoir une stratégie de transition vers le socialisme autogestionnaire, c'est viser à la mise en place de mesures qui permettent à la classe ouvrière de jouer un rôle révolutionnaire dans le processus de transformation sociale. Pour devenir hégémonique, la classe ouvrière doit lutter et s'imposer à la minorité des exploités et des technocrates qui chercheront à confisquer le pouvoir.

... Pendant cette période, les organisations syndicales auront un rôle important pour que se réalise le contrôle ouvrier et pour que les travailleurs parviennent au pouvoir. Comme dans toute période intense de mobilisation, de nouvelles structures d'expression et d'action apparaîtront : conseils ouvriers dans les entreprises et conseils populaires

dans les quartiers. Notre rôle ne sera pas de les combattre, pas plus que de les considérer comme seuls valables.

Les syndicats devront lutter, d'une part pour éviter la récupération de ces nouvelles structures ou leur manipulation, et d'autre part favoriser leur coordination, car l'histoire nous a démontré l'incapacité de ces structures isolées d'être des organes d'expression et d'unification des travailleurs en tant que classe...

chapitre III : conséquences pour notre action d'aujourd'hui

A) DES REVENDICATIONS POPULAIRES

... Des revendications de masse, c'est-à-dire des revendications qui partent des problèmes concrets et immédiats des travailleurs. Des revendications de classe, c'est-à-dire des revendications qui développent les contradictions du système capitaliste, qui mettent à jour les causes de l'exploitation, son caractère de classe, qui combattent la logique capitaliste de l'accumulation.

... Il n'y a pas de revendication qui seraient par nature des revendications de masse (les salaires par exemple) et des revendications qui seraient par nature des revendications de classe (l'organisation du travail par exemple). Une même revendication aura tantôt un caractère de masse plus accentué, tantôt un caractère de classe prédominant, en fonction du contexte dans lequel elle est avancée...

Dans la période actuelle de restructuration du capitalisme, la CFDT doit :

- mettre en avant un ensemble de revendications appropriées concernant l'emploi, le pouvoir d'achat, les libertés, la durée et les conditions de travail, mais aussi l'enseignement, la Sécurité sociale, l'information...

B) DES METHODES COLLECTIVES D'ACTION

... Le niveau des luttes et les formes d'action dans la période ac-

tuelle ont des conséquences sur les conditions de la prise du pouvoir politique avec les partis de la classe ouvrière et sur notre conception des relations syndicats-partis.

Le fonctionnement du syndicat ou de la section syndicale permet la mobilisation de l'ensemble des travailleurs pour :

- obtenir, en développant un rapport de forces, de négocier une situation moins tolérable et de poursuivre la lutte pour atteindre d'autres objectifs toujours plus fondamentaux ;

- engager, à partir des situations d'exploitation vécues par les travailleurs dans les usines, une remise en cause **permanente du pouvoir patronal** orientée vers la nécessité d'un changement radical des structures économiques, sociales et politiques.

C'est à notre capacité de mobiliser la masse des travailleurs sur ces deux aspects que nous pouvons mesurer l'efficacité de notre organisation...

Pratique de l'information.

De l'expérience, il ressort que l'information doit :

- partir des problèmes concrets d'actualité vécus par les travailleurs ;

- d'analyser la situation dans laquelle ils sont ;

- et ensuite pouvoir participer effectivement à l'élaboration des revendications et formes d'action...

Si notre information doit partir du concret, du vécu, elle doit aussi aller plus loin et aider les travailleurs à dépasser le cadre de l'entreprise...

C) DES LUTTES DE MASSES UNITAIRES

Les luttes doivent partir de l'entreprise, mais pour combattre également le capitalisme à tous les niveaux, de l'entreprise au plan local, national et international, il faut aussi des actions d'ensemble sur les problèmes généraux et communs à tous les travailleurs...

... Les luttes ne développent pas naturellement une prise de conscience de classe : le mouvement ouvrier américain est là pour en témoigner. Mais à partir des luttes, l'organisation syndicale fait découvrir aux travailleurs que l'on ne se bat pas seulement contre un patron, ni même contre une politique patronale, mais plus largement contre la logique d'un système qu'il

s'agit de renverser. C'est ce qu'on appelle la politisation des luttes.

Vers la conquête du pouvoir politique.

Nous savons tous que les concessions obtenues dans le cadre du système capitaliste sont récupérables, comme le sont aussi les acquis en matière de prise de conscience ou de politisation des travailleurs. Mais les résultats aux élections sont partiellement, à un moment donné, la conséquence du développement de l'action collective.

Notre stratégie est celle de la prise du pouvoir par l'action de masse et de classe à tous les niveaux, car elle seule peut garantir une période réelle de transformations révolutionnaires pour aboutir au socialisme autogestionnaire.

D) DANS LE CADRE D'UN SYNDICALISME DE MASSE ET DE CLASSE, RENFORCER NOTRE CAPACITE OFFENSIVE

Une contradiction entre le discours et la pratique.

Le discours, dans notre confédération, est très autogestionnaire, très centré sur la nécessité d'avoir une pratique de masse et de classe. Que constatons-nous dans les faits :

- a) des initiatives qui ne tiennent pas compte de la réalité, ce qui explique les difficultés pour que l'ensemble des organisations prennent en charge certaines décisions confédérales...

- b) les organisations non impliquées dans certaines décisions qui engagent la confédération.

- Le refus d'engager le débat sur la transition au 36^e Congrès confédéral, malgré notre insistance, a fait que l'organisation a été déssaisie des débats politiques pendant toute la période qui a suivi et, par conséquence, a laissé à la direction confédérale toute liberté de manœuvre. Les décisions ainsi prises n'ont pu être comprises par la majorité des militants.

- Le débat sur l'union des forces populaires (dont nous ne contestons pas la nécessité) a été parachuté du sommet et mal reçu par les organisations.

c) Une ambiguïté dans le rôle de la confédération dans l'action revendicative.

Dans le domaine de l'action revendicative, le rôle de la confédération est flou et, de ce fait, la présence confédérale est souvent très insuffisante. Ce « flou » correspond à un désaccord sur le rôle de la confédération : doit-elle définir une plateforme revendicative interprofessionnelle ou se limiter à fixer des thèmes revendicatifs ? Doit-elle, à certaines périodes, prendre des initiatives d'action ou se contenter de soutenir et de coordonner ?

Si le rôle de la confédération se limitait à fixer des thèmes de luttes à coordonner, à être une sorte de lieu de rencontre entre les organisations confédérées, cela pourrait conduire :

- à un partage des tâches (dans les faits, même si ce n'est pas dans les textes). Les organisations, et en particulier les fédérations, prendraient en charge l'action revendicative, la confédération ne devenant le catalyseur que pour les thèmes revendicatifs généraux ;

- à ce que la confédération tienne un rôle de centre de réflexion et de recherche théorique.

lip : portes ouvertes pour 15 000

De notre envoyé spécial

UN pari », « un test », « un quitte ou double » ? Vendredi 7 mai, à la veille des deux journées portes ouvertes de Lip, on se perdait en conjectures. Les Lips 76 allaient-ils retrouver ce courant de sympathie qui avait porté leur lutte trois ans auparavant ? La réponse fut au-dessus des prévisions les plus optimistes. Combien étaient-ils, travailleurs en lutte, immigrés, étudiants, habitants du Haut-Doubs, à se bousculer aux portes de l'usine de Palente ? 10 000, 15 000 ? Les Lips eux-mêmes n'en revenaient pas !

Plus significatifs encore du succès de cette manifestation furent les différents forums auxquels participaient des travailleurs d'une bonne trentaine d'entreprises en lutte : ceux de Griffet en grève depuis quinze mois (le plus long conflit de France), de Caron Ozanne (qui distribuent le numéro 10 de leur journal « Ouest licenciement »), de Rehault, côtoyaient les ouvriers du Parisien Libéré, les 23 licenciés de Bourgogne Electronique, le comité de coordination de la Sonacotra et bien d'autres encore.

**ni aristocrates,
ni illuminés**

De ces forums animés, parfois houleux, émergea un certain nombre de questions. Quels liens peut-on créer entre les diverses luttes actuelles ? Comment éviter le découragement des travailleurs dont certains se battent depuis plus d'un an ? Quelles formes de popularisation doit-on mettre au point ? A tous ces problèmes, chacun apporta un élément de réponse comme Charles Piaget qui mit l'accent sur la nécessité « de s'unir tout d'abord à la population de sa région pour être compris ».

Cette rencontre fut aussi l'occasion de mieux faire connaissance avec les Lips dont, trop souvent, un certain nombre de personnes ont déformé l'image. Les visiteurs ne trouvèrent en face d'eux, ni des aristocrates de la classe ouvrière (la moitié du personnel gagne moins de 1 950 F par mois), ni des travailleurs « super-politisés », ni des illuminés en quête d'une révolution mystique, et encore moins un groupe figé qui ne connaît aucune difficulté. Bien au contraire, les 15 000 personnes qui se pressaient dans l'usine découvrirent des travailleurs qui, à travers leurs luttes, se heurtent tous les jours à des problèmes qui naissent d'une remise en cause de la société actuelle.

Ainsi, les deux journées, pour le type de questions qu'elles soulevèrent, furent fructueuses à plus d'un titre... Elles permirent surtout aux Lips de montrer à tous les visiteurs, à travers une analyse détaillée de la profession horlogère, que leur entreprise est viable.

la nécessité : diversifier

Premier point de la démonstration : la situation actuelle. La production des montres mécaniques va stagner dans les années à venir. On prévoit même pour 1980 une baisse de la production. L'industrie horlogère française, qui se caractérise par l'existence d'un grand nombre de petites entreprises de type familial (il en existe 214 rien que dans le Haut-Doubs), est dans le même temps confrontée à une concurrence étrangère de plus en plus implacable. Déjà, un peu partout dans la région, des entreprises diminuent leurs horaires. D'autres s'appêtent à fermer leurs portes. A moyen terme, c'est donc toute une région mono-industrielle qui risque de se retrouver aux prises avec un problème insurmontable.

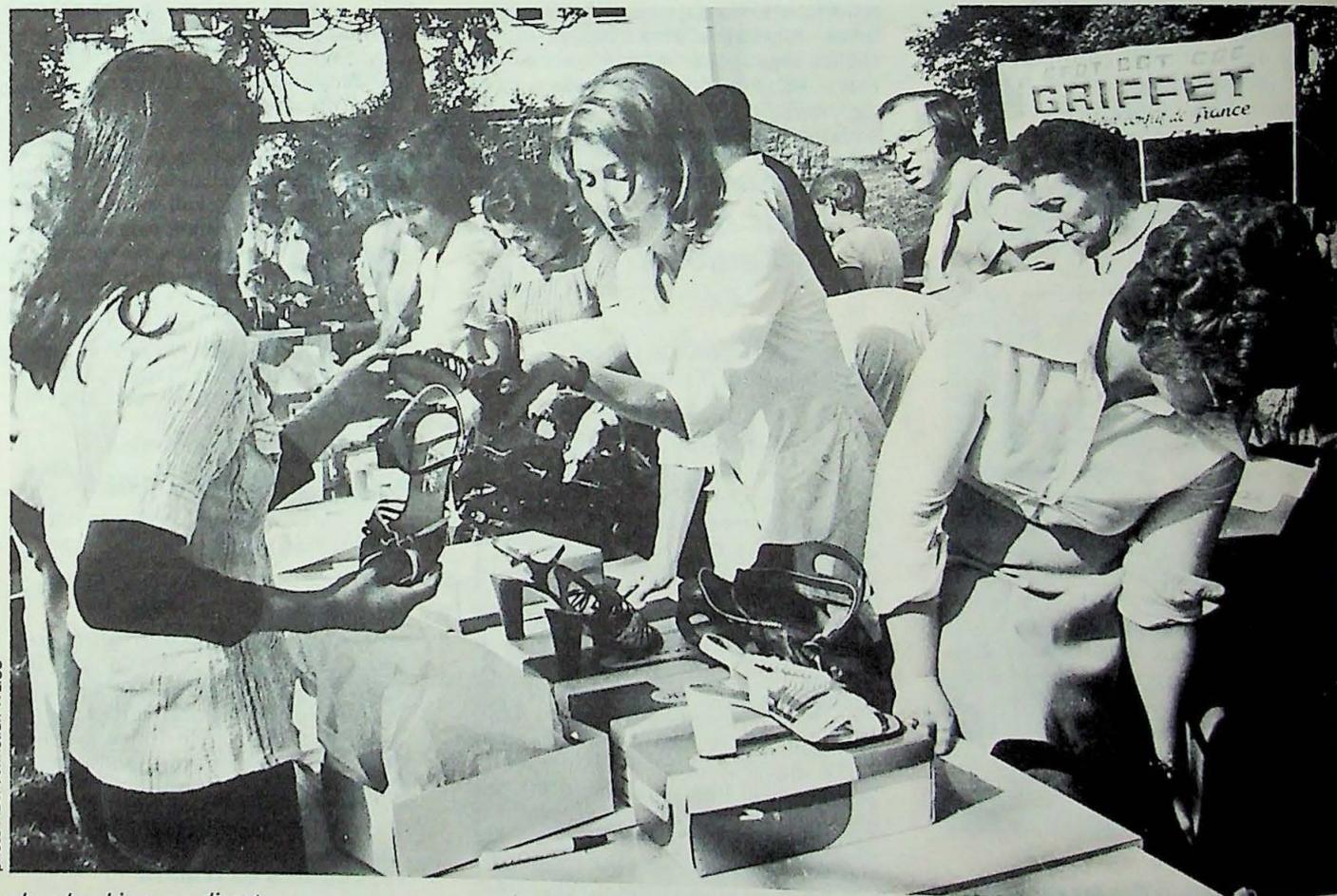
Face à cette situation, la nécessité d'une négociation au plan national sur la modernisation de l'horlogerie ne se fait que plus sentir. De même, des axes de diversification tenant

aussi jouent un rôle actif : c'est ce qu'expliquèrent les travailleurs de Lip dans une brochure qu'ils viennent de confectionner : « Lip 76, une industrie, une région en danger ». « L'aide de l'Etat, expliquent-ils, pourrait se matérialiser par des marchés en pointe (téléphone, péri-informatique, EDF...) »

pour toute une région

Dans un premier temps, à travers le service « Recherches et développement » de Lip, l'effort de reconversion et d'industrialisation pourrait permettre à l'entreprise de devenir « concepteur de produit » et fournir de la sous-traitance à une grande partie des entreprises ayant des difficultés. Dans un second temps, estiment les Lips, des centres industriels qui prendraient en charge l'ensemble du produit depuis sa création jusqu'à sa réalisation pourront être créés dans le Haut-Doubs. Ainsi, l'entreprise Lip peut permettre, grâce à son potentiel technique et humain, de faire déboucher l'ensemble de ces objectifs essentiels pour la région.

Voici pourquoi les Lips ont entrepris une campagne de popularisation dans toute la Franche-Comté pour faire prendre conscience aux



chez les Lips, en direct...

Tel est par exemple la signification des débats qui existent aujourd'hui à Palente sur la place des femmes dans la lutte, le problème de leur expression autonome, sur la signification profonde de certaines revendications comme le droit à un emploi (pour produire quoi ? dans quelles conditions de travail ?...). A ce propos, des Lips expliquèrent les difficultés qu'ils durent surmonter il y a deux ans lorsqu'il fallut reprendre le travail (pas toujours très intéressant !) après une année de lutte. Un problème difficile à appréhender dans la situation actuelle, mais qui pose toutefois question pour un prochain avenir.

compte du potentiel technique et du parc machines doivent être dégagés pour permettre de maintenir et de développer l'emploi dans la région. Dans ce contexte, Lip, grâce à des atouts spécifiques, reste une entreprise d'avenir. Sa structure (Lip est une manufacture), sa marque, ses acquis technologiques (montre analogique à quartz, montre à quartz électronique), son service de recherches (de 74 à 76, Lip a déposé 10 brevets), sont autant de points forts pour une modernisation du secteur horloger.

Quant à la nécessité de diversifier les activités de la région, Lip peut

habitants de la région de l'enjeu de la bataille. C'est aussi le sens profond de ces deux journées « portes ouvertes » qui débouchèrent dimanche soir sur un appel à la multiplication de ce genre de rassemblements.

Décidément, la seconde mise en liquidation de Lip risque fort de jouer un bien vilain tour à tous ceux qui espéraient, en poignardant Lip, prendre une revanche sur les trois années passées, et abattre par là-même une citadelle de la contestation... Gare au rebour du boom-rang !

Martin TOUAN

« en attendant ... Berlinguer »

C'EST un peu une situation théâtrale où le tragique de Samuel Beckett aurait remplacé la commedia dell'arte que vit aujourd'hui l'Italie.

Plutôt que de conclure un accord de partage institutionnel du pouvoir avec le PCI, la direction de la démocratie-chrétienne a décidé de sacrifier le gouvernement d'Aldo Moro sur l'autel d'élections anticipées qui se dérouleront en juin.

Cette situation pré-électorale doit être replacée dans un contexte de désintégration de la vie sociale italienne qui atteint des conditions de « tension » sans précédent autre que le mai rampant. L'impasse politique paraît totale.

La DC, balancée entre son aile modérée (Zacagnini) et son aile droite (Forlani) ne veut pas porter la responsabilité de la crise. En fait, elle pense que l'atmosphère de chaos généralisé la favorisera électoralement.

Le PSI, animé par De Martino, refuse tout compromis, souhaite les élections anticipées car il pense récolter les fruits de son intransigeance sur la réforme de l'avortement et accroître ainsi sa représentativité électorale au-delà de 15 % des électeurs.

L'extrême gauche souhaite des élections et un gouvernement de gauche unie PC-PS.

Le PdUP s'y prépare et a déjà conclu un accord avec Avanguardia Operaia pour représenter des listes

Une désintégration de la vie sociale

LA décomposition de l'Etat bourgeois en Italie se reflète à cinq niveaux :

1) **La vague de scandales** liés à la corruption de l'administration jusqu'au plus haut niveau (G. Leone, président de la République (DC) est soupçonné dans l'affaire des pots de vin versés par Lockheed) porte une atteinte idéologique grave à la classe dominante. C'est son « sens de l'Etat » qui se trouve remis en cause.

2) **La multiplication des attentats et enlèvements politiques**, soit contre l'appareil productif (usines Fiat ou Motta; ou les surfaces commerciales (magasins Standa) soit contre les sièges des journaux de parti, indique une incapacité de l'Etat à maintenir l'ordre social. Jusqu'à quel point la DC a-t-elle intérêt à maintenir cet ordre ? Les bombes posées par les groupuscules provocateurs de droite (même s'ils adoptent des sigles « de gauche ») ne sont-elles pas armées par la CIA qui pense ainsi provoquer un réflexe de peur qui entraînerait un renforcement électoral de la DC ?

3) **La chute en cascade de la lire**, qui a perdu un tiers de sa valeur depuis le début de 1976, prouve la carence totale du gouvernement d'Aldo Moro (DC) pour sortir le

pays de la crise inflationniste. Sait-on que l'Etat est au bord de la banqueroute, puisque la dette publique atteint presque le niveau du Produit National Brut ?

4) **La contestation dans l'armée** montre que ce pilier de l'appareil d'Etat est lui-même l'objet de divisions. Fin mars, 3 000 militaires défilaient dans les rues de Milan (parmi eux soldats, sous-officiers et officiers regroupés dans un mouvement des officiers démocrates), afin de réclamer des droits civiques constitutionnels. Pendant que la partie démocratique de l'armée s'organise et conteste, la fraction liée au mouvement néo-fasciste est accusée publiquement de compromission (inculpation du commandant des Services secrets).

5) **La profondeur du débat idéologique** sur la réforme de la législation concernant l'avortement entraîne des ruptures nouvelles au sein du bloc catholique. Les interventions du Vatican dans ce débat n'ont fait que renforcer le malaise des consciences et le référendum originellement prévu pour le 13 juin, risquait d'avoir des conséquences politiques identiques à celles déjà entraînées par le précédent référendum sur le divorce.



Photo Marc Riboud/Magnum.

Turin le 1^{er} mai : 200 000 personnes au défilé

sous le sigle de « Democrazia proletaria ».

Enfin, le PCI fait semblant, assez paradoxalement de repousser des élections dont chacun sait qu'elles marqueraient pour lui un nouveau succès. Sa « politique d'entente et d'unité des forces démocratiques », inspirée de la stratégie du compromis historique, a été réaffirmée par Berlinguer lors du meeting de masse à Rome le 13 avril et lors de son entretien « dramatique » avec Zacagnini le 22 avril.

Le PCI est décidé à proposer, dans le cadre politique actuel, un programme minimum face à la crise sur lequel se ferait un accord d'unité nationale. Mais le refus déterminé du PSI ruine cet espoir. En fait, le PCI ne veut pas apparaître comme le parti qui provoque les élections. Il soigne son image de parti responsable et fait un calcul tactique en présageant que ses résultats électoraux seront d'autant meilleurs que ses capacités constructives auront été clairement démontrées. Il veille aussi à prouver à la base qu'il est bon administrateur (au sens de la gestion des affaires et du maintien de la paix sociale) dans les six régions et les villes qu'il contrôle depuis juin 1975.

Mais la classe ouvrière a-t-elle encore besoin de cette image, rassurante certes, mais attentiste aussi ? Est-elle, comme les confédérations le disent, suspendue aux élections inévitables ? Ces élections maintenant souhaitées avaient été longtemps repoussées par les syndicats. Mais, face au blocage des négociations de renouvellement des contrats de travail, il n'y a, semble-t-il, de solution que sur le champ politique.

En effet, le patronat italien refuse de négocier un compromis portant sur la clause de contrôle syndical sur les investissements. Il s'agissait là de la revendication la plus offensive contenue dans la plate-forme unitaire adoptée à son récent congrès par la FLM. Le patronat sait que s'il acceptait, ce serait une atteinte au système de la libre entreprise ; or il a besoin d'une totale liberté de ma-

nœuvre pour pouvoir restructurer l'appareil industriel, profitant ainsi de la crise pour multiplier les licenciements.

Les grands patrons, tel Agnelli, préfèrent se préparer à gérer politiquement l'Italie avec le PCI plutôt que de concéder ne fût-ce qu'une partie de leur pouvoir de décision dans l'entreprise.

La riposte syndicale ne prend pas la forme d'une offensive ouvrière généralisée (malgré les pressions répétées à la base de groupes comme Lotta Continua), car elle converge avec la stratégie du PCI : il ne faut surtout pas ajouter un élément d'instabilité supplémentaire dans le contexte actuel. Il ne reste plus alors aux syndicats qu'une attitude défensive dite de vigilance (comme les équipes ouvrières de surveillance autonome constituées à la Fiat depuis Pâques), renforçant l'image d'un mouvement ouvrier fort de sa puissance, et campant sur ses positions en attendant l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche. Quelle nouvelle preuve de sagesse un tel gouvernement demandera-t-il aux syndicats lorsqu'il devra présenter un programme anticrise à la classe ouvrière ? Il n'est pas sûr que les travailleurs, déjà durement touchés par la crise, acceptent de nouveaux sacrifices au nom de « motivations idéologiques ». Les récentes réactions anti-syndicales de la base lors de la renégociation des contrats dans les secteurs pétro-chimique et mécanique ne semblent pas indiquer une « docilité » très importante ; l'intransigeance de la FLM non plus.

Dans la phase actuelle, les élections sont la seule réponse démocratique à la décomposition de la DC. Seule la pression populaire a amené le PCI à adopter une ligne ferme vis-à-vis de la DC. Mais ne risque-t-on pas de voir sortir une « chambre introuvable » de cette consultation électorale ?

Alain CHATAIGNIER ■



PCI

BRUNO TRENTIN⁽¹⁾

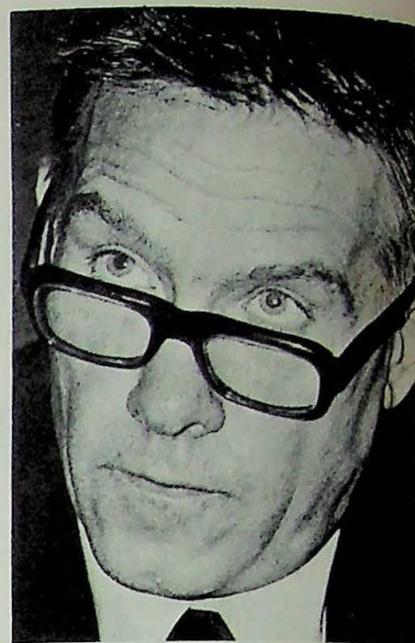


Photo Pascal Lebrun

TS : Le mouvement ouvrier italien a été l'un des plus puissants et offensifs d'Europe, ces dernières années. Pourtant, la signature des derniers « contrats » (conventions collectives nationales), notamment dans la chimie et le bâtiment, donnent l'impression de reculs très nets. On a même pu parler de « défaite » pour la classe ouvrière italienne...

Bruno Trentin : Parler de défaite serait très exagéré. Ce qui est vrai, c'est qu'il y a des points qui représentent des limites momentanées, surtout dans la mesure où le patronat entend leur attribuer une valeur de symbole.

La chimie a tout de même obtenu une augmentation de salaire de 25 000 liras (l'objectif était de 30 000), avec un système d'échelle mobile qui couvre 90 % du salaire réel, un droit généralisé au contrôle des investissements, et par conséquent de la politique de l'emploi, des possibilités nouvelles de négociation sur la mobilité de l'emploi et la sous-traitance...

Le bâtiment a obtenu aussi 25 000 liras d'augmentation, et toute une série de résultats. Par exemple, en ce qui concerne la sous-traitance, la responsabilité pour les conditions de travail dans les entreprises sous-traitantes appartient désormais à l'entreprise qui sous-traite. En matière de droits syndicaux aussi, des pas ont été franchis : le bâtiment a obtenu le droit à l'assemblée générale, y compris dans les petites entreprises...

Cela dit, il est vrai que le patronat a cherché — et obtenu — une revanche sur la classe ouvrière sur plusieurs points : il y a la question de l'absentéisme (que bien sûr nous entendons combattre dans ses formes dégénérées : ce n'est pas une façon de mener la lutte de classe...), où des mesures de vexation ont été obtenues, comme la réduction des indemnités de maladie. De même, dans la chimie, l'augmentation des salaires ne se fera qu'en deux étapes, et de surcroît ne jouera pas, pendant les deux ans du contrat, sur un ensemble d'institutions (heures supplémentaires, ancienneté, et, pendant un an, maladie) : dans tous ces cas, le gain financier pour le patronat est ridicule, mais l'aspect politique de vexation est important.

Mais à la vérité, c'est plutôt ailleurs que dans ces failles des contrats qu'il faut voir les limites de l'action du mouvement ouvrier dans la dernière période. Nous avons bien résisté sur l'emploi, et sur le main-

tien des salaires réels. En revanche, si l'on se préoccupe des rapports entre travailleurs ayant un emploi et chômeurs, et du contrôle politique des investissements dans le territoire, sur ce terrain, c'est vrai qu'il y a eu beaucoup de luttes, et peu de résultats.

TS : La métallurgie, qui a toujours été le secteur d'avant-garde, est apparue comme un peu isolée. L'enjeu, pour le patronat, apparaissait d'abord politique, dans sa tentative de renforcer cet isolement...

B.T. : L'enjeu était clairement politique. Patronat et gouvernement entendaient arracher à tout prix un résultat, même symbolique (comme

querait sans aucun doute des mesures d'austérité.

Ce que nous exigeons, c'est que ces mesures d'austérité aient un signe de classe bien précis. Les contraintes de l'environnement international, de la balance des paiements sont une réalité. Si l'on dépasse 3 % d'augmentation du revenu réel dans ce pays, le taux d'inflation augmente ; si l'on n'atteint pas 6 ou 7 %, il n'est pas possible de réduire le chômage. Il faut donc mener une politique sévère, de réduction de la consommation globale, qui comprenne des mesures de rationnement de l'énergie et des produits élémentaires de première nécessité (comme la viande), une politique fiscale très dure pour les hauts

tes les formes de démocratie ouvrière, même conflictuelle. Il ne peut donc y avoir ni trêve syndicale, ni, ce qui peut être la tentation la plus immédiate, délégation aux partis de gauche. Le danger réel serait de sous-estimer le contenu des programmes, par rapport aux forces politiques.

TS : On a eu l'impression, y compris lors de la dernière assemblée générale des « métallos » que certains mouvements sociaux étaient durement critiqués...

B.T. : Si la question du rôle dirigeant de la classe ouvrière n'est pas un vain mot, le rôle du syndicat est de combattre toute tentative de type

« Contre toute délégation aux partis de gauche... il faut renforcer l'autonomie syndicale »

le gain de 5 000 liras sur les augmentations de salaires, ou de 2 000 liras sur les indemnités de maladie). Il s'agissait aussi pour eux de bloquer, à travers le contrat au niveau national, toute négociation au niveau des entreprises.

C'est pourquoi notre refus d'une augmentation échelonnée des salaires, notre refus de sanctionner la maladie ont signifié en même temps le refus d'une politique des revenus, le refus d'une remise en cause des acquis des luttes syndicales des années passées.

TS : Nous entrons dans une période électorale, qui peut aboutir à l'arrivée de la gauche au gouvernement. Comment définis-tu les responsabilités du syndicalisme pendant cette période, où certains, même à gauche, parlent de « trêve sociale » ?

B.T. : Le problème se pose dès maintenant, dans la mesure où nous pensons que le syndicalisme, ne peut avoir une politique différente avant et après le changement du cadre politique général. Nous demanderons la même chose à tout gouvernement : le problème est celui de l'autonomie du syndicalisme dans une phase de transition qui impli-

revenus, un plafonnement des rétributions, un blocage des retraites au-delà d'un demi-million de liras.

Si l'on ajoute les nécessités de la reconversion industrielle, il est clair qu'un tel contexte cela serait plus vrai encore avec la gauche au pouvoir — n'est pas sans rapport conflictuel avec le syndicalisme. Il ne s'agit pas d'être plus ou moins « raisonnables ». Le corporatisme serait une voie suicidaire pour le syndicalisme — il aboutirait à une lutte *au sein* de la classe ouvrière. En même temps, toute délégation de pouvoirs du syndicat à la gauche politique serait également un suicide. Il s'agit de permettre à la classe ouvrière de gérer ses propres sacrifices en termes de pouvoirs plus important, dans l'entreprise, la région, le territoire.

Il faut donc lutter contre deux dangers : celui d'une solution qui apparaît d'ailleurs impossible en Italie, d'un syndicalisme à l'anglaise (où le gouvernement de gauche interprète les aspirations de la classe ouvrière et exige la trêve syndicale), et celui d'une solution à la chilienne, où la dégénérescence corporatiste aboutit à la simple auto-défense des diverses catégories.

Il faut donc renforcer, envers et contre tout, l'autonomie du mouvement syndical ; il faut élargir tou-

corporatiste. En ce sens, il n'y a pas de doute que la perspective actuelle d'un déchaînement de luttes corporatives dans les services publics est



Photo FRILET

une ligne insensée : un mouvement d'employés du ministère des Finances, bloquant la perception des impôts, pour obtenir des augmentations de rétributions qui les éloigneraient encore de la classe ouvrière, doit être combattu, dès aujourd'hui.

Les dangers seront multipliés si la gauche participe au pouvoir demain. Encore une fois, il faudra se battre obtenir des mesures d'austérité qui soient en même temps des mesures de classe. Cela ne sera pas facile : un gouvernement de gauche ne prendra pas de gaieté de cœur des mesures qui provoquent des clivages au sein des classes moyennes...

TS : Peut-on attendre une victoire de la gauche aux élections du 20 juin ? Dans ce cas, le PCI accepterait-il finalement, selon toi, des responsabilités gouvernementales sans la DC ? Que deviendrait le « compromis historique » ?

B.T. : La consolidation des résultats des élections régionales du 15 juin dernier serait déjà un énorme résultat. Si la Démocratie chrétienne n'accepte pas, alors, une hypothèse de gouvernement avec la gauche, et s'il n'y a une majorité de gauche au Parlement, je crois que la gauche ne pourrait pas démissionner, par rapport à ses responsabilités.

Cela dit, le problème qui est posé à travers le « compromis historique » demeurerait : celui d'une politique de transformation de la société. Celui d'un rapport à établir avec toute une série de forces aujourd'hui représentées — et en partie paralysées — par la Démocratie chrétienne : de travailleurs, de paysans, de couches moyennes qui aujourd'hui coexistent au sein de la DC avec les représentants du grand capitalisme.

Ainsi, même dans le cas d'un gouvernement de gauche (ce qui ne constitue pas une hypothèse facile à entrevoir en ce moment), le problème se posera en termes d'alliances de classes, en termes politiques, et non en simples termes d'accords de sommet entre partis politiques...

(1) Secrétaire général de la Fédération unifiée des travailleurs de la métallurgie. La FLM regroupe dans une structure unitaire le million et demi de travailleurs de la métallurgie syndiqués à la CGIL, à la CISL et à l'UIL. Leader de la gauche syndicale, Bruno Trentin est membre du Parti communiste.

PdUP

VINCENZO SPARAGNA⁽¹⁾

«Un moment historique»

T. S. : Ceux qui ont suivi les débats du Congrès du PDUP ont pu être surpris d'apprendre que vous aviez décidé de hâter le processus de rapprochement organique avant « Avanguardia Operaia »...

Vincenzo Sparagna : Le problème des rapports avec Avanguardia Operaia (AO) s'est d'abord posé, au Congrès, en termes de culture politique : nous avons été formés sur la base d'une critique du léninisme, et avons intégré à notre démarche les concepts démocratiques de la transition au socialisme, de la démocratie des conseils, à l'inverse de AO, fondée à partir d'une dérivation trotskiste du léninisme de la III^e internationale. Nos racines politiques, nos militants sont enracinés dans le mouvement ouvrier, alors qu'AO est au départ un groupe d'étudiants et de travailleurs de l'après 1968.

Le problème est donc de savoir comment aller à un rapport positif avec AO. Une tendance du parti (plus généralement celle du Manifesto) a d'abord eu pour préoccupation de souligner les différences de tradition et de culture, et donc de mettre l'accent sur les problèmes stratégiques posés par un processus d'unification avec AO. Une autre (largement des anciens du PSIUP) insistait plus sur les nécessités de la période, face aux échéances de la situation politique italienne.

La position du Comité central a réalisé une synthèse entre ces deux positions. Il s'agit d'établir l'hégémonie politique de la classe ouvrière sur l'ensemble de la société, au niveau du programme : nous ne sommes pas pour une stratégie visant 2 %, mais 90 % ! Mais en même temps il s'agit d'unifier cette préoccupation avec la présence constante dans le mouvement, même dans les revendications les plus spontanées : on ne peut dresser une barrière devant la spontanéité. La décision d'accélérer le rapprochement organique avec AO s'inscrit dans cette dernière perspective. Le premier pas sera la présentation de listes communes dans toutes les régions du pays, et une campagne commune, sur un programme politique clair et non pas strictement électoral.

T. S. : Le Parti radical vous a proposé, notamment à Milan, de constituer des listes communes du « mouvement ». Vous semblez devoir refuser cette proposition ?

V. S. : Nous apprécions la bataille du Parti radical sur les droits civils, le divorce, l'avortement. Mais ils ont une conception un peu illusoire de la lutte politique, qu'ils considèrent d'abord comme l'action de groupes de pression. Il ne s'agit pas d'un parti ouvrier, mais d'un parti de type

bourgeois radical ; leur proposition est dans la logique d'une organisation qui s'attache plus aux formes de contestation qu'à une véritable analyse de la situation politique.

T. S. : Te paraît-il possible qu'une stratégie d'union des gauches triomphe dans le pays, malgré la faveur du PCI pour le « compromis historique » ?

V. S. : Le PCI a vérifié, dans les faits, l'impossibilité d'une stratégie d'accord avec la Démocratie chrétienne. La DC n'est pas un parti qui a une âme populaire : elle a des racines populaires, mais son groupe dirigeant exprime un certain équilibre des pouvoirs, qui ne peut être mis en cause par un accord avec les forces populaires.

Le « compromis historique » s'est posé, c'est vrai, comme une tactique qui a affaibli la DC. Mais ce ne peut être une stratégie pour le mouvement ouvrier.

La seule stratégie possible, c'est celle d'un programme de la gauche, celle de la formation d'un bloc historique dirigeant la transition au socialisme. C'est là l'autocritique que le PCI doit faire, et je crois qu'il commence à la faire. Il est possible que les résultats électoraux contraignent le PC à prendre des responsabilités de gouvernement, même sans la DC.

Ces élections seront les plus importantes de l'après-guerre. Il faut éviter une situation à la chilienne ; l'unique possibilité est d'organiser un front comprenant les forces catholiques et démocratiques bourgeoises, mais ayant la gauche pour axe, avec la présence déterminante du PCI.

T. S. : Seriez-vous prêts, dans ce cas, à participer à un gouvernement ?

V. S. : Nous sommes disposés à tout accord — y compris gouvernemental — pour apporter des solutions à la crise. La forme est à discuter, mais nous ne serons jamais l'opposition à un gouvernement de gauche. Le problème de la gauche, de sa victoire ou de sa défaite, est collectif : nous ne renouvellerons pas les erreurs d'analyse des camarades du MIR chilien, nous savons que la défaite du réformisme serait celle de toute la gauche.

T. S. : La perspective d'une victoire électorale de la gauche ne conduit-elle pas à une relative démobilité ouvrière, comme pourrait le faire penser la signature de contrats nationaux peu favorables, dans la chimie ou le bâtiment ?

V. S. : Il faut distinguer la situation objective du mouvement, et les ac-

cords signés. La classe ouvrière a montré une grande capacité de lutte, de mobilisation.

Il est vrai que la signature des contrats ne correspond pas à cette mobilisation. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à mettre en cause la responsabilité sur ce point des dirigeants syndicaux, notamment confédéraux.

Ces signatures s'expliquent par la situation politique générale : la perspective d'une victoire de la gauche. C'est pourquoi il ne faut pas rejeter de manière aventuriste les accords signés, mais plutôt utiliser la force du mouvement pour la retourner contre le gouvernement, contre l'Etat, et transposer la lutte en direction d'une mobilisation pour une victoire électorale et politique.

T. S. : Comment le PDUP pose-t-il le problème de l'articulation des luttes sociales et de la lutte politique, dans la période qui s'ouvre ?

V. S. : Le problème politique principal est de réussir une unification entre une stratégie politique réaliste et la force du mouvement. La force du mouvement, fondamentalement, c'est la lutte : il n'y a pas de stratégie politique victorieuse si l'on ferme la porte à la lutte de classe. Le problème, c'est donc d'avoir des luttes qui soient cohérentes avec le projet politique.

Par exemple, nous sommes favorables à la signature des contrats, avant les élections ; les élections ne seraient pas favorables à la gauche en phase d'affrontement général : les couches moyennes jouent un rôle décisif. Mais il faut prendre garde à des signatures qui seraient des défaites ouvrières, car elles risqueraient de diviser le mouvement ouvrier. Il faut donc trouver le point d'équilibre.

La force du mouvement est décisive, il n'y a pas de trêve syndicale dans la lutte de classe. Mais nous sommes contre des grèves gratuites pouvant susciter une image de désordre pendant la période électorale. Il y a le principal et le secondaire, en politique. Ces élections sont un moment historique pour le prolétariat italien. La priorité est donc à une victoire électorale. Ce n'est pas là une conception électoraliste, mais l'analyse réaliste de ce que sont les conditions de base pour avancer sur la voie de la transition. Nous sommes donc favorables à un mouvement de lutte puissant, mais conscient de ses responsabilités dans ce cadre politique.

ACCORD AVEC LOTTA CONTINUA

Depuis la réalisation de cet entretien avec V. Sparagna, un nouveau débat a traversé le PDUP. Avanguardia Operaia a en effet proposé que des candidats de Lotta Continua figurent sur les listes communes. Une majorité du parti s'est d'abord déclarée hostile (Magri, Pintor) ou réservée (aile syndicale de l'Ex-PSIUP), à l'égard de cette proposition (soutenue par Miniati et Foa). Devant les risques de désagrégation du parti, le comité central du PDUP, réuni le 9 mai, a finalement accepté l'intégration de Lotta Continua sur les listes de « Democrazia proletaria ». Mais cette intégration se fait pour l'essentiel sur la base du programme politique antérieurement prévu — centré sur la perspective du soutien à un gouvernement des gauches — et de campagnes électorales séparées (PDUP et AO d'une part, Lotta Continua d'autre part). ■

(1) Vincenzo Sparagna est chargé du secteur international du PdUP — per il comunismo et membre du collectif de rédaction du Manifesto.

1976 à Milan





PSI

Claudio Signorile

«pour une vraie transition»

T. S. : C'est l'évolution du PSI qui a précipité la crise politique italienne. Comment expliques-tu ce qu'on a pu appeler la « francisation » du PSI, son ralliement à une politique tournant le dos à toute formule de « centre-gauche » ?

Claudio Signorile : L'évolution du PSI est liée à la prise de conscience que le modèle économique et socio-politique du « réformisme distributif » n'était pas viable en Italie ; qu'il n'était pas possible d'accepter une organisation capitaliste de la production, qui consentisse à une redistribution progressive des ressources, entraînant un atténuation des contradictions de classe, et des principales contradictions économiques et sociales du pays.

L'analyse des modifications de structure du capitalisme italien a conduit la gauche du parti, puis tout le parti, à comprendre la nécessité d'une alternative stratégique et politique au modèle industriel des années 50-60. Nous sommes convaincus que la crise n'est pas une crise de conjoncture, et qu'elle ne peut être résolue par un simple ajustement du modèle de développement. Le vrai problème est donc celui de la proposition d'un nouveau modèle de développement, en matière économique et en matière politique, qui soit lié à un équilibre différent des rapports de classe et des rapports de pouvoir. C'est donc le choix de l'alternative comme stratégie, une alternative qui soit un choix de classe.

Ce choix stratégique — une ligne de classe — devait naturellement inspirer le comportement politique immédiat du PSI ; l'alternative n'est pas seulement une stratégie, mais une politique. Et c'est ainsi que la victoire de la gauche du parti à notre Congrès s'est traduite par la décision de rompre la collaboration gouvernementale avec la Démocratie chrétienne. L'objectif étant d'aboutir à des élections législatives qui confirment les élections régionales du 15 juin dernier, et donnent un Parlement où il n'y aura pas de majorité possible pour une alliance DC-fascistes.

Les problèmes ne se sont donc pas posés d'abord en termes de choix tactiques : ils correspondent à une analyse de fond, tenant au caractère structurel de la crise du capitalisme italien, et à la possibilité de poser pour la première fois en termes concrets le problème de la transition au socialisme.

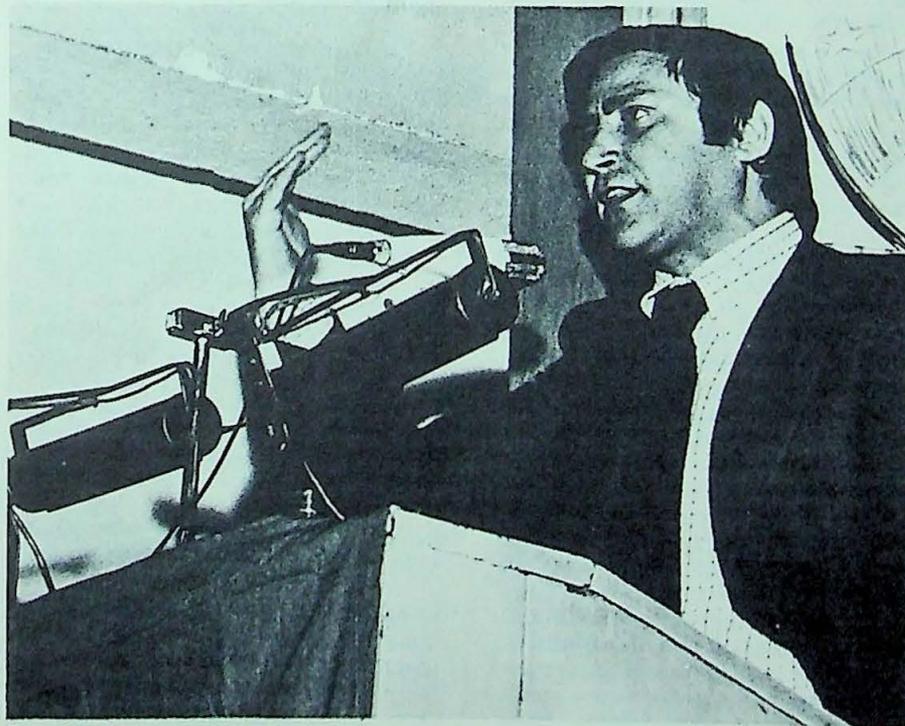
T. S. : Au plan politique et gouvernemental, quelle formule proposez-vous ?

C. S. : Nous proposons un gouvernement de reconstruction — au sens où il s'agit de reconstruire un modèle industriel de développement. Au plan politique, il s'agirait d'un gouvernement de grande coalition, formule transitoire qui nous apparaît nécessaire étant donné la situation du pays, étant entendu que prévaudra en définitive le discours des forces homogènes, des alliances sociales et politiques homogènes.

La formule sera donc rapidement évolutive, et conduira à un gouvernement des gauches, résultat de la prise de conscience, et de la prise de responsabilités, des forces les plus homogènes sur le terrain de la lutte de classe.

erreur stratégique de fond du PCI, dans la mesure où c'est une hypothèse d'alliance de longue période entre forces sociales de nature antagoniste. Elle ne tient pas compte du fait que l'alliance avec la DC signifie un accord avec une représentation politique antagoniste au mouvement ouvrier. Cela est contraire au réalisme politique le plus élémentaire, en même temps qu'à toute analyse marxiste.

Nous, nous souhaitons, pendant une phase intermédiaire — les prochains mois, par exemple — mettre la DC au pied du mur de telle façon que la nature démocratique de toute une partie de la DC et de ses dirigeants puisse s'exprimer. Nous savons bien que Zaccagnini comme Fanfani représentent, l'un comme l'autre, des intérêts contraires à ceux



D. R.

Claudio Signorile.

Si la gauche est majoritaire au Parlement, notre premier problème sera de ne pas recréer une situation à la chilienne. Il faudra donc soumettre la DC à des choix programmatiques qui l'obligeront à des choix internes. C'est une rupture totale avec la politique gouvernementale suivie depuis trente ans...

T. S. : Quelle différence y a-t-il, au juste, entre ton « gouvernement de grande coalition » et le « compromis historique » cher au PCI ?

C. S. : La différence essentielle tient à l'adjectif « transitoire ». Le « compromis historique » est une

que nous représentons. Mais nous savons aussi qu'ils ne sont pas assimilables l'un à l'autre. Nous savons que la DC fait coexister des éléments autoritaires avec des éléments conservateurs et modérés, démocrates. Notre responsabilité est aussi d'éviter le reflux des masses conservatrices vers des positions de type fasciste. Il faut donc placer le dialogue avec la DC, dans la période actuelle, sur le terrain de la gestion de la démocratie.

Propos de Bruno Trentin, Claudio Signorile et Vincenzo Sparagna, recueillis par Gilbert HERCET

T. S. : Quel type de liens établis-tu, dans la période électorale qui s'ouvre, entre luttes sociales et lutte politique ?

C. S. : Nous sommes convaincus que la situation sociale est très grave en Italie. Mais aussi que nous avons les syndicats les plus forts de toute l'Europe. Ils peuvent orienter et diriger le mouvement : aujourd'hui, ils signent les contrats, parce qu'ils savent qu'en période électorale, les luttes s'orientent en fonction du débouché politique possible. Mais orienter les luttes dans le sens d'une victoire de la gauche ne constitue pas une solution aux problèmes.

Car le vrai problème se pose après la victoire électorale. On ne pourra plus répondre alors aux travailleurs — comme le faisait le vieux système du réformisme distributif — sur le terrain salarial. Il faudra répondre sur le terrain du pouvoir : celui d'une participation plus directe des travailleurs aux choix de l'entreprise et aux choix politiques ; celui de la base, de la nature et des formes du pouvoir politique ; celui d'une modification de la nature même de notre démocratie ; bref celui de l'autogestion et de l'enclenchement véritable d'un processus de transition au socialisme.

Nous trahirions alors notre mandat politique, si, prenant les indispensables mesures d'austérité, nous appelions la classe ouvrière à de lourds sacrifices, tout en perpétuant les vieux modèles. Il doit s'agir alors d'une modification radicale du cadre de pouvoir, y compris au plan institutionnel.

Sur ce plan, nous avons des avantages de départ par rapport à la France : nous sommes plus avancés sur le plan d'une pratique autogestionnaire, et par ailleurs nous avons déjà un secteur nationalisé très important, qui fournira une base de départ-clé pour une démocratie socialiste.

T. S. : Si l'on te comprend bien, le PSI tout entier a adopté les thèses de la gauche du parti...

C. S. : Tout le parti n'est sans doute pas vraiment convaincu. Il parle souvent de l'alternative sans y croire. Il y a encore toute une bataille à mener. Mais nous ne sommes plus « l'opposition ».

Nous avons eu un congrès de transition : le processus de « contamination » du PSI est seulement entamé, et nous avons du travail à accomplir jusqu'au prochain Congrès ! Nous maintenons donc notre existence comme courant dans le parti.

T. S. : Quelles relations avez-vous avec les formations de la « gauche extra-parlementaire », avec le PdUP notamment ?

CS : Il faut distinguer. Nous avons peu de rapports avec une organisation comme Lotta Continua, dont la stratégie n'est d'ailleurs pas très claire...

Mais le PdUP est une composante essentielle d'une stratégie d'alternative, notamment au plan de l'approfondissement théorique et politique. Il est à l'heure actuelle en dehors du Parlement. Nous espérons bien qu'il sera présent dans la prochaine Assemblée...

(1) C. Signorile représente depuis plusieurs années la tendance de gauche du parti au sein du Secrétariat national du PSI.

les femmes...

une lutte exemplaire

AROME, le 3 avril, cinquante mille femmes défilaient, réclamant l'avortement libre et gratuit.

Nulle part en Europe comme aux USA, le mouvement féministe n'avait connu de telles démonstrations de masse. Car, faisant suite aux vingt mille femmes du 6 décembre, rassemblées pour l'avortement libre, des milliers d'étudiantes et de travailleuses avaient tenu à célébrer la journée internationale du 8 mars : vingt mille sont descendues dans les rues de Rome et Milan, dix mille à Turin, cinq mille à Palerme en pleine Sicile, trois mille à Gênes, Parme ; jusqu'aux petites villes qui ont tenu, par des rassemblements type meetings, sit-in, etc., à manifester leur solidarité.

Aujourd'hui, l'ampleur du jeune mouvement féministe italien, qui s'est affirmé plus lentement que dans le reste de l'Europe, a investi tous les terrains de l'affrontement social et politique. Dynamisant les luttes d'autoréduction des loyers, présent dans les dernières occupations d'usines, il s'affirme avec la question de l'avortement comme enjeu de la bataille politique.

Cette extension s'est opérée lentement, progressivement. Au départ, quelques petits groupes d'intellectuelles, d'autant plus repliés sur eux-mêmes, dans ce pays catholique et latin où les femmes sont encore faiblement intégrées à la production, que le mouvement révolutionnaire, fort teinté d'ouvriérisme, n'était pas prêt à remettre en cause une conception figée du caractère « secondaire » de la lutte des femmes.

Bien sûr, c'est d'abord la revendication de l'avortement libre, bien que portée au scandale par la bourgeoisie progressiste du parti radical, qui dans l'Italie catholique a eu l'effet d'une bombe et a permis de mettre à nu l'oppression séculaire des femmes. Mais c'est surtout le développement des luttes autogestionnaires italiennes qui a permis la liaison effective entre une avant-garde féministe embryonnaire et le large mouvement des femmes et la prise de conscience de l'extrême gauche.

à la pointe du combat

Force était de constater que dans les quartiers ce sont en grande partie des femmes qui ont dynamisé les luttes de contrôle sur les prix, d'autoréduction des loyers et des charges d'occupation de terrain pour des équipements collectifs. En même temps qu'elles remettaient en cause la division oppressive des tâches et aspiraient à leur socialisation.

Dans toute l'Italie, les femmes ont été à la pointe du mouvement d'occupation de maisons. A Milan, « de par leur fonction de ménagères », ce sont elles qui ont imposé dans les magasins à grande surface une réduction de 50 % sur le prix des produits. A Rome, dans le quartier de la Magliana où 2 000 familles ont payé pendant deux ans un loyer équivalent à 10 % de leur salaire, c'est sous l'impulsion des femmes qui, au cours de la lutte ont exprimé leurs aspirations à la prise en charge collective de l'organisation de la vie so-



Photo M. DELLUCVIVA.

ciale dans un quartier, que la lutte sur le logement s'est étendue à celles pour les espaces verts, pour les terrains de jeux et pour l'exercice d'un contrôle sur l'école et la santé. C'est à partir de ces expériences, en grande partie impulsées par la gauche révolutionnaire, que se sont véritablement développés et structurés les premiers groupes autonomes, lieu de définition des objectifs de la libération des femmes et des revendications transitoires pour y parvenir.

C'est ainsi que ces groupes, menant la campagne pour l'avortement et la contraception et participant à l'autogestion des quartiers, se sont unis pour revendiquer la gestion par les utilisatrices des centres de consultation mis en place au niveau régional. Le mouvement a obtenu gain de cause.

vers leur mouvement national

Dans nombre de villes, ces centres se multiplient. Ils assurent des permanences juridiques et fournissent des informations sur l'avortement et la contraception. Lieux de référence d'un mouvement encore jeune et éclaté, rassemblant souvent l'ensemble des groupes de femmes d'une ville (comme à Rome par exemple), ils dessinent les premiers contours d'un mouvement autonome structuré et national. Aujourd'hui, le mouvement s'organise et se clarifie à partir de ses campagnes. A la suite d'une première rencontre nationale à Bologne, suivie des manifestations du 6 décembre et du 3 avril, un mouvement unifié pour l'avortement libre et gratuit se construit.

Quant à la campagne sur l'emploi qui se prépare pour la rentrée, elle doit donner lieu également à une rencontre nationale où seront discutées les revendications, les formes de lutte et d'organisation.

Des regroupements politiques s'opèrent au niveau national, tels les collectifs féministes communistes qui rassemblent les femmes des organisations révolutionnaires et toutes celles qui luttent dans la perspective d'un mouvement autonome de masse s'inscrivant dans la lutte des classes. Mais c'est aussi sur le terrain des organisations politiques que le mouvement des femmes porte le débat.

Au sein du PdUP, la création d'une « coordination nationale féministe » a provoqué une remise en cause des structures et un débat sur la démocratie dans une organisation se réclamant de l'autogestion.

le PCI s'interroge

A *Lotta Continua*, c'est une redéfinition du lien entre le parti et les mouvements de masse que suscite la commission féminine nationale. Au sein de la CGIL, actions et discussions s'amorcent : le 8 mars à Milan, le mouvement appelait à une grève des femmes travailleuses, qui a été très suivie par les militantes de ce syndicat. Menacé dans son hégémonie, le PCI s'interroge — politique de la main tendue ? — et déclare à la conférence des PC ne pas être hostile au travail unitaire avec le mouvement féministe. Mais contraint, par la collaboration avec la DC et devant la radicalité du mouvement, de reculer sur la question de l'avortement, il provoque une crise au cœur même de son organisation de masse féminine, l'UDI (Union des femmes italiennes).

De nombreuses militantes de l'UDI ont participé à la manifestation du 8 mars et du 3 avril sur les mots d'ordre de l'avortement libre et gratuit contre l'avis de leur direction. Certaines participent même d'ores et déjà aux collectifs féministes communistes. Conscient d'être un élément important de rupture avec la stratégie réformiste dans l'affirmation d'un pôle autonome, exprimant les buts de la libération des femmes, le mouvement féministe a décidé de prendre part, dès à présent, à la bataille politique qui s'engage en Italie.

S'inscrivant dans le cadre des listes unitaires de révolutionnaires regroupant le PdUP, Avanguardia Operaia et, Lotta Continua, les collectifs féministes communistes proposent qu'y figurent 50 % de femmes ayant mené des luttes significatives.

A Turin, municipalité « rouge », les femmes, affirmant leurs aspirations au contrôle, ont choisi de s'inscrire, au côté des associations de locataires, des groupes de quartier et d'entreprise, dans une perspective révolutionnaire alternative au réformisme et à sa politique électoraliste de gestion par délégation de pouvoir. Elles se battent aujourd'hui pour que le conseil municipal devienne l'expression directe des organes de lutte par la présence de délégués des différents comités en son sein.

L'Italie le prouve, le mouvement des femmes peut peser désormais d'une manière significative dans la bataille pour le regroupement des révolutionnaires pour l'autogestion.

Danièle DREVET ■

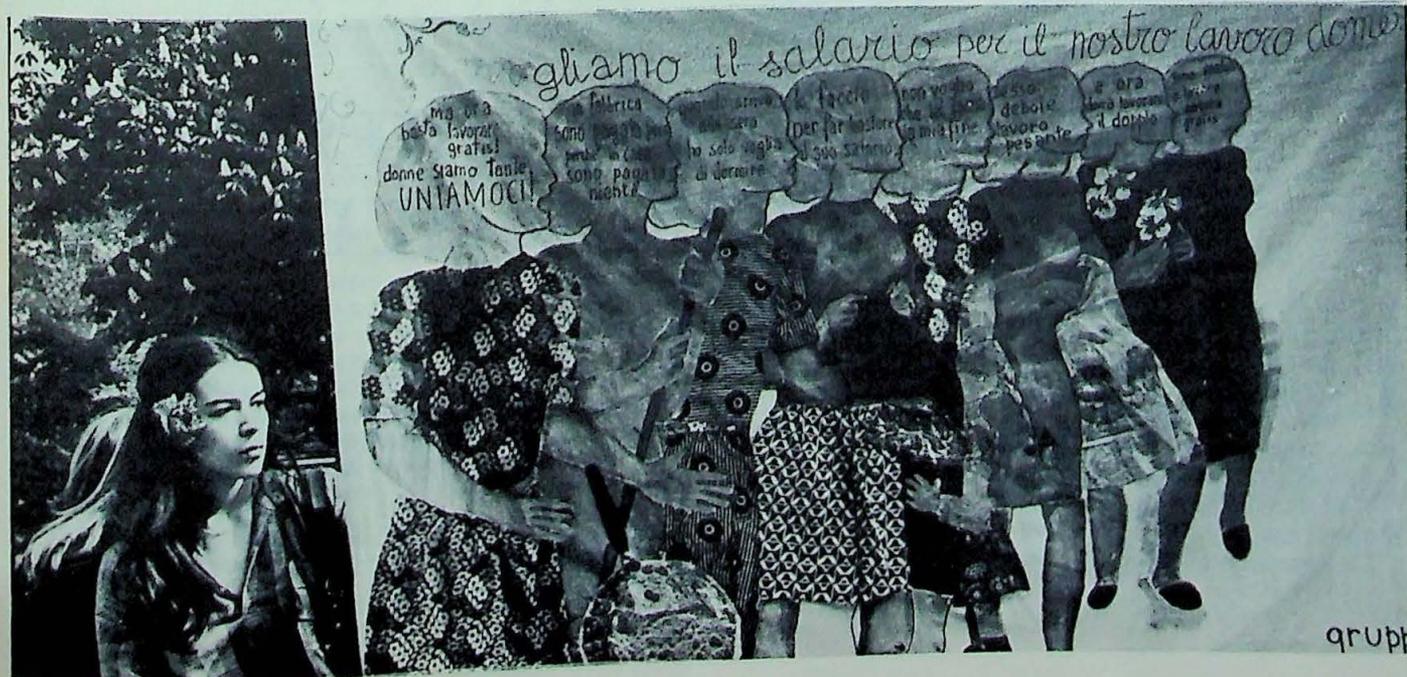


Photo M. DELLUCVIVA.

on ne peut
pas tout dire

Afrique-Tiers monde : DES SOMMETS POUR RIEN

LE Tiers monde, l'Afrique, à la Une des journaux cette semaine. Une fois n'est pas coutume...

A Nairobi, depuis le 3 mai jusqu'au 28, l'assemblée de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) tient sa 4^e session : 153 pays représentés par 3 000 délégués y perdent leur temps dans une atmos-

attirer à Paris les représentants de 20 pays africains pour 3 jours... Outre quelques aménagements des rapports de coopération, la plupart de ces délégués du continent noir ont surtout aujourd'hui une préoccupation commune : endiguer la montée des socialismes en Afrique et ce qu'il est convenu d'appeler l'avancée « cubano-soviétique »...

De ce point de vue, les Etats-Unis

les rencontres
avec les
représentants
des pays
africains se
succèdent



phère de Tour de Babel. Pourquoi ? Parce qu'aux revendications du Tiers monde, en particulier du groupe dit des « 77 », l'Occident capitaliste répond, à quelques variantes près, par une fin de non-recevoir. Ces revendications sont toujours les mêmes :

— stabilisation des prix des matières premières par la création d'un fonds commun de 3 milliards de dollars : il permettrait de constituer des « stocks » régulateurs pour les produits de base les plus sensibles aux fluctuations... ou à la spéculation ;

— annulation des « dettes » initiales des pays exploités, qui s'élèvent aujourd'hui à 130 milliards de dollars ;

— ouverture des marchés occidentaux aux produits manufacturés en provenance du Tiers monde.

C'est le dialogue de sourds. D'autant plus que les nations pauvres ont peu à attendre également des pays de l'Est. Ces derniers ont tendance à leur faire compenser le prix de ce qu'ils achètent au monde capitaliste...

De son côté, Giscard joue son propre jeu avec quelque semblant de succès plus fort que De Gaulle, plus fort que Pompidou, il est parvenu à

les ont bien déçus dans l'affaire angolaise. Ils espèrent en Giscard et, à travers lui, dans l'Europe. Alors, « l'Afrique aux Eurafriens ? » Ce n'est pas gagné mais c'est en tout cas le ton du « sommet de Paris ».

R.L. ■

LE PORTUGAL A L'HEURE DE L'EUROPE DU SUD...

LES 7-8-9 mai s'est tenu, à Lisbonne, un colloque organisé par le groupe « Intervention socialiste » de J. Sampaio et C. Oliveira, portant sur « la transition au socialisme dans l'aire méditerranéenne ».

La présence et la participation



photo AFP

la junte au pouvoir en argentine

répression en Amérique latine

LES gorilles frappent. Chili, Argentine, Uruguay. Par dizaines, centaines, les militants ouvriers tombent. Arrestations, enlèvements, tortures... se succèdent. Un dirigeant ouvrier chilien, Mario Munioz, réfugié en Argentine est menacé de mort par la junte de Videla. Une campagne internationale se développe pour le sauver (1).

En Argentine toujours, Edgardo Enriquez, membre du Bureau politique du MIR, a été arrêté par les sbires au pouvoir dans le cadre de l'aide fraternelle que se donnent les juntes chilienne et argentine.

En Uruguay, où la dictature se déchaîne, des cadavres sont découverts sur les côtes : Ricardo Gil, Elida Alvarez, Luis Ferreira, Ari Cabrera, Telba Juarez de Fachinelli. D'autres ont disparu dans le camp de concentration de Libertad :

Raul Cariboni da Silva, Juan Carlos Mechoso Mendez, Hector Romero, Alfredo Pareja. Leur vie est en danger.

Le comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay (2) mène une campagne pour :

l'arrêt de la politique des otages et des tortures ; que soient connus les lieux et les conditions de détention des quatre disparus ; l'identification immédiate des corps trouvés sur les côtes et la remise des corps pour reconnaissance à la Croix Rouge.

(1) Clo N. Safones BP 64 75924 Paris Cedex 19.

(2) 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

Des télégrammes doivent être envoyés à : Ministro del Interior, Gral Hugo Linares Brum, Julio Herrera y Oles 1471, Montevideo, Uruguay.

dans les débats de personnalités du PCI, du PSI et du PDUP pour l'Italie du PCE, du PSOE, de la convergence socialiste pour l'Espagne ; du PC de l'intérieur de Grèce (le PASOK s'est excusé) ; du PSU et du PS (CERES) pour la France, et aussi pour le Portugal du

PCP, du PS, du MSD, du MES, du MSU (regroupant des dissidents du MES, de la FSP et de la LUAR) ont donné à ce colloque une ampleur à la fois exceptionnelle et sans précédent. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

M.E. ■

LA DERNIERE PAROLE

LE 22 avril dernier, Michel Franchy, étudiant au lycée agricole de Magny-Cours (Nièvre), se suicidait, laissant une longue lettre dans laquelle il se montre, comme il le dit lui-même, « lucide ». Quatre jours plus tard, 2 000 lycéens manifestaient dans la ville de Nevers. « Gueit assassin », scandaient-ils. Ils disaient aussi : « Non à la pédagogie qui assassine ».

Le pouvoir connaît depuis longtemps le dossier de ce directeur haï qui a pour nom Gueit. Il s'est « ému » des proportions politiques que prenait l'affaire. Il a écarté le directeur du lycée de Magny-Cours. Mais il ne rendra pas la vie à Michel Franchy. C'est pourquoi la lutte contre tous les lycées-casernes, produit direct de l'idéologie bourgeoise, continue.

La fédération PSU de la Nièvre dénonce :

Deuxième suicide d'élève au lycée agricole de Magny-Cours en quatre ans. Les élèves et le personnel sont consternés. Certains sont révoltés. Il ne s'agit pas d'un hasard. C'est la preuve que quelque chose ne va pas dans cet établissement. Un établissement scolaire, quel qu'il

soit, doit être un lieu où les enfants, les adolescents, les jeunes s'épanouissent, apprennent à se prendre en charge, à devenir des hommes. Or, au lycée de Magny-Cours, les élèves sont étouffés, conditionnés à la société répressive dans laquelle on veut les faire vivre.

Ceci va à l'encontre des aspirations de la jeunesse éprise de vérité, de justice, d'idéal. Les jeunes veulent prendre part à l'élaboration de leur éducation, de leur devenir. Ils veulent participer aux réflexions sur les contenus, les méthodes, les finalités de l'enseignement.

C'est pourquoi la fédération PSU de la Nièvre :

— *Renouvelle son soutien aux actions envisagées.*

— *Demande qu'une enquête soit menée en toute diligence afin de déterminer les responsabilités dans cette affaire et exige que des mesures efficaces s'ensuivent.*

Presque à la fin de son testament politique, Michel déclare :

(..) Et maintenant, ma pensée se fait acte — au plus profond de ma lucidité — J'espère pour vous... un jour... la révolution... avec lendemain (...).



Photo AFP.

Meinhof und Mein Kampf

L'Allemagne fédérale respire : Ulrike Meinhof est morte dans une cellule spéciale. Après Olger Meins, mort des suites d'une grève de la faim et Katharina Hamerschmidt décédée d'un cancer que l'administration pénitentiaire avait omis de soigner à temps...

Ulrike Meinhof est la troisième militante du groupe Fraction Armée Rouge à être broyée après des années de détention inhumaine et dignes du Goulag.

Elle avait choisi des moyens de lutte qui ne sont pas les nôtres, mais les conditions dans lesquelles elle est morte sont tout simplement écœurantes et justifient la création d'une commission internationale d'enquête.

gaullisme et point vert



photo LEBRUN

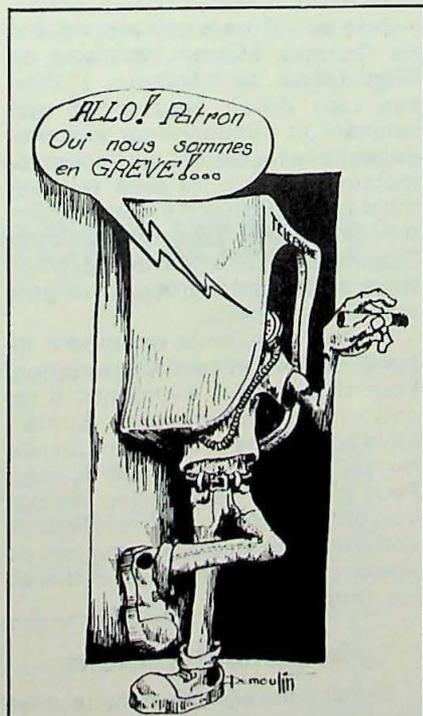
photo AFP

Le torchon brûle entre Herr Schmidt et Chirac. Pensez, les gaullistes accusés d'ouvrir la voie au communisme grâce à leur conservatisme. Du coup, Jacqou s'est senti concerné : alors qu'on avait oublié jusqu'au son de sa voix depuis certaine autocritique inénarrable, il a lancé un grand coup de gueule « diplomatique » qui avait la prétention d'être entendu jusqu'à Bonn.

Pas moins intéressante a été la réaction du PCF qui, par Fitermann interposé, a cru devoir préciser qu'il y avait plus que des nuances entre le franquisme et le gaullisme et rappeler « qu'il y a eu des ministres communistes dans les gouvernements du général de Gaulle et que nous (les communistes) avons eu des occasions de nous retrouver dans l'histoire des dernières années ». Après le point vert, la croix de Lorraine à l'envers ?

M.E. ■

des travailleurs comprimés...



la grande réforme de Stoléru : installer le téléphone sur les chaînes de montage

Après dix-sept jours de grève avec occupation, les 180 travailleurs du Compresseur Frigorifique Carrier de Montluel (Ain) ont été évacués de l'usine par les gardes-mobiles. Dans la foulée, la direction a, à son tour, investi l'entreprise avec ses cadres et une milice privée.

Aujourd'hui, les ouvriers sont refoulés lorsqu'ils se présentent à la porte de l'usine. Tous les grévistes ont reçu une mise à pied de 21 jours et sont convoqués à l'entretien préalable aux licenciements.

Quant aux délégués et représentants syndicaux, la direction a demandé leur licenciement au Comité d'Entreprise qui a refusé.

La direction tente donc d'éliminer toute représentation syndicale dans l'entreprise et de licencier tout le personnel contestataire. C'est une atteinte grossière au droit de grève, aux droits syndicaux.

En fait, la direction tente de faire passer son projet de licenciement économique, annoncé depuis longtemps, sous forme de licenciements individuels pour économiser les indemnités.

Mais les travailleurs ne sont pas d'accord pour faire les frais de la restructuration.

C'est une affaire dont nous reparlerons...

LA FETE AU CERES

GRANDES manœuvres au PS à la veille de son congrès : une tendance qui irait de Poperen à Martinet en passant par Chevènement et laissant sur le carreau Mauroy, l'arrière garde SFIO et les gauchistes du CERES, constituerait la nouvelle gauche majoritaire du parti. Cette formule aurait reçu la bénédiction du premier secrétaire pas fâché de faire sa fête au CERES : Mitterrand continuerait de se situer au-dessus de la mêlée. Quant à Rocard, son avenir semble pour le moins incertain. Le PS n'est pas encore assez riche pour se payer deux arbitres. Et la nouvelle gauche est pleine d'amis prêts à gueuler : Rocard, y en a marre. On tremble pour sa barre présidentielle.

M.E. ■

PSU EN LYBIE

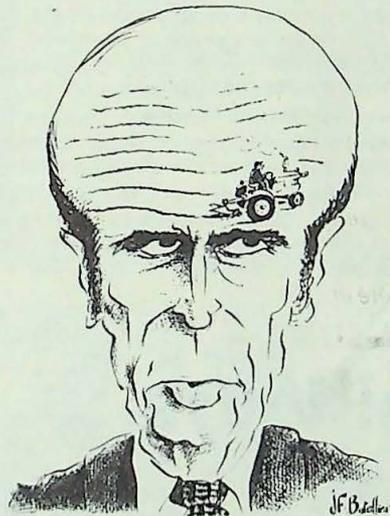
A l'invitation de l'Union socialiste arabe, une délégation du PSU s'est rendue à Tripoli entre le 30 avril et le 3 mai. Outre les visites organisées dans des entreprises et à l'université, la délégation a eu de longs entretiens avec les responsables du parti lybien, entretiens qui ont porté sur la situation intérieure (organisation du pouvoir à tous les niveaux) et sur la situation internationale (le problème de la Méditerranée sous tous ses aspects), les perspectives politiques de la situation française ont été aussi analysées de près. TS publiera la semaine prochaine un article détaillé sur ce voyage.

Banques vertes : elles gèrent les faillites

ON juge un arbre à ses fruits. Jugeons le Crédit Agricole à ses œuvres. Voyons quel est le rôle de la Caisse de Crédit Agricole Mutuel (gérée théoriquement par la profession) en ce qui concerne, notamment, les organismes de coopération. Nous avons dans l'Yonne trois exemples qui montrent d'une manière très claire la stratégie du Crédit Agricole (cette stratégie n'est pas particulière à l'Yonne, elle se rencontre sur tout le territoire).

Il y a d'abord le cas de la CAAPY où le Crédit Agricole, expert en la matière, donnait ses conseils de gestion. Il n'y avait plus de directeur mais le président du conseil d'administration allait en faire office. Les « conseils » du Crédit Agricole aboutirent à un gros déficit et à la fermeture de l'entreprise. D'un côté 87 salariés au chômage et de l'autre les petits producteurs de porcs à la recherche de nouveaux débouchés. Bien sûr, il y aura peut-être une solution, une reprise, une absorption par d'autres mais il restera nombre de salariés sur le carreau. La disparition de la CAAPY semble bien avoir été l'objectif du Crédit Agricole.

Ensuite il y a le cas de la coopérative laitière de Chablis. Là aussi, même processus. Plus de directeur, le Crédit Agricole conseille que le président du conseil d'administra-



tion gère l'organisme et lui prodigue ses conseils. On sait la suite : déficit et fermeture. Le Crédit Agricole recommande alors de passer un accord avec l'UCALYN, la coopérative laitière voisine, sans demander l'avis des producteurs (ils comptent peu) et sans se soucier du sort des salariés. Et pourtant on sait que des offres de reprise plus intéressantes que l'accord avec l'UCALYN avaient été proposées. Les producteurs de lait de la coopérative de Chablis, qui se sont vu pendant dix mois payer leur lait 5 centimes de moins, verront leur lait payer 2 centimes de moins à l'UCALYN que chez un industriel privé. En outre, puisqu'ils vont changer de coopérative, il va leur falloir prendre de nouvelles parts sociales donc déboursier. Heureusement, le Crédit Agricole est là pour prêter cet argent ! Notons enfin que le déficit de Chablis va venir accroître celui de l'UCALYN. La fermeture de Chablis et le report du déficit sur une coopérative sœur semble aussi être l'objectif stratégique du Crédit Agricole.

Le troisième exemple est celui de l'UCALYN où la situation financière n'est pas très brillante. Le Crédit Agricole ne semble pas s'inquiéter. Nous pensons cependant qu'on risque de voir bientôt le Crédit Agricole dicter à l'UCALYN sa fusion ou son absorption par une autre grande coopérative, voire par un gros trust laitier privé. Producteurs de lait et salariés n'auront pas leur mot à dire.

CAAPY : Coopérative agricole d'abattage de porcs de l'Yonne. A Migennes. Seule coopérative de ce genre dans l'Yonne, elle regroupe les producteurs du département plus quelques-uns du Loiret et de l'Aube. Il s'agit uniquement de petits producteurs. Il y avait 87 salariés, aujourd'hui tous licenciés.

Coopérative laitière de Chablis : Regroupait environ 200 petits producteurs de lait des environs immédiats. Avait toujours refusé de se laisser absorber par l'UCALYN. 25 000 l de lait par jour, une trentaine de salariés dont plus de la moitié se retrouvent sans travail depuis la fermeture.

UCALYN : Union des coopératives agricoles laitières de l'Yonne et de la Nièvre. Résultat de l'absorption d'une dizaine de petites coopératives par celle de Monéteau. Produit du lait, des fromages blancs, des fromages principalement sous la marque « Cadet Rousselle ». Regroupe uniquement des petits producteurs. 520 salariés en tout. 2 concurrents privés dans le département.

Il restera cependant à combler le déficit. Le Crédit Agricole n'entend pas payer à la place des producteurs même si l'essentiel d'une mauvaise gestion lui incombe. Il arrivera sans doute un jour où on demandera aux producteurs de lait, sociétaires de la coopérative, le remboursement d'emprunts permettant de liquider le passif. Mais que les producteurs ne s'inquiètent pas, le Crédit Agricole leur prêtera de l'argent ! Et puis, bien sûr, certains agriculteurs ne pourront faire face aux remboursements de leurs emprunts et devront quitter leur exploitation.

Comment se fait-il que les coopératives conseillées par le Crédit Agricole accumulent les déficits alors que le secteur privé dans la même industrie semble prospère ? La preuve en est que ces industries privées font des propositions pour reprendre les coopératives en difficultés. Incapacité du Crédit Agricole ou politique délibérée ? Une fois le déficit apparu, les conseils de gestion du Crédit Agricole sont simples : d'après lui il faut réduire les salaires soit par leur montant, soit en « dégraissant » les effectifs et il faut diminuer le prix d'achat au producteur.

Pour nous, la stratégie du Crédit Agricole est claire. Il applique la politique gouvernementale de restructuration capitaliste de l'agriculture. Il laisse surgir les difficultés financières dans les coopératives, puis à un moment, il ferme le robinet et impose ses solutions.

Hors du domaine coopératif, sa politique est la même. Accélérer la disparition des petites exploitations (sous prétexte qu'elles ne sont pas compétitives) et favoriser l'installation d'une agriculture de type capitaliste. Nombreux sont les agriculteurs dans l'Yonne et dans toute la France, qui sont totalement tributaires du Crédit Agricole, criblés de dettes et d'emprunts à rembourser, dépendant pour leur avenir du bon vouloir de leur Crédit « mutuel ».

Pour nous, au PSU, la conclusion s'impose : **le Crédit Agricole tient dans ses mains tous les moyens financiers du monde agricole. Au lieu d'être au service des agriculteurs, il est l'agent efficace de la politique du pouvoir capitaliste.** Le syndicalisme agricole traditionnel ne semble pas s'en apercevoir, à moins qu'il ne se ferme les yeux volontairement.

Paul ROUVRAY ■

Pendant qu'ils créent l'office du vin ils démantèlent celui des céréales

UN syndicat d'agents de l'Etat qui réalise un Livre blanc sur la finalité de son outil de travail, cela n'arrive pas tous les jours ! Après les forestiers CFDT (en 1971), les policiers CGT (1972) et d'autres, il faut saluer l'initiative du Syndicat national de la CGT du personnel qui vient de publier un Livre blanc (1) d'une soixantaine de pages, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'établissement.

Créé en 1936, sur une proposition de Georges Monnet, ministre de l'Agriculture de l'époque, l'Office des blés devait assurer un prix constant et rémunérateur aux producteurs, et garantir aux consommateurs un prix du pain relativement bas. Il dû immédiatement faire face à une campagne orchestrée par l'association générale des producteurs de blé, qui regroupait les gros agrariens du pays.

Il se vit confier le monopole de l'importation et de l'exportation. Pour résorber les excédents, il recourut à des moyens divers : stockage, dénaturation, réduction du taux d'extraction des farines. Pour satisfaire sa vocation de service public, l'office créa un réseau de collecte et de stockage ainsi que de nombreuses coopératives et des silos coopératifs.

le démantèlement

La politique agricole néfaste, mise en œuvre en 1962 avec le Marché commun agricole, aura des conséquences directes sur le fonctionnement de l'Office, le passage du dirigisme au libéralisme lui faisant perdre son monopole.

S'inscrivant dans la politique agricole commune, son rôle est d'aider

l'élimination des céréalières marginaux, en évitant toutefois un important conflit social, tel celui des viticulteurs par exemple. La politique agricole s'orientant d'un marché dirigé vers un marché simplement soutenu, l'ONIC n'intervient plus qu'a posteriori.

Le démantèlement se caractérise par une diminution des activités due aux tâches délaissées, ou confiées à d'autres organismes ; aux effectifs insuffisants qui se réduisent sans cesse (3 500 agents après la Libération, 1 105 le 1^{er} janvier 1976) ; au budget volontairement réduit et par ailleurs mal utilisé. L'ONIC joue aujourd'hui un rôle essentiellement administratif.

Les agents (CGT) de l'Office lient directement le sort de l'établissement à la politique céréalière française. Celle-ci doit cesser d'être concertée entre les gouvernements de droite, les gros agrariens et les firmes multinationales.

Les travailleurs de l'ONIC savent que redonner à l'Office sa vocation première, implique un changement radical d'orientation politique.

Fabrice LAURENT ■

(1) Livre blanc - Syndicat CGT - ONIC, 21, avenue Bosquet, 75326 PARIS CEDEX 07.

vous êtes concernés

Alain Gasquet est mort

Notre camarade Alain Gasquet, secrétaire de la fédération de la Haute-Vienne est mort le 6 mai. Il avait 27 ans. Depuis 1968, date de son adhésion, il était un militant efficace de tous les instants.

Malgré sa discrétion, nous savions la gravité de la maladie qui l'avait touché, il y a deux ans. Cela n'avait rien changé à sa présence constante et à la place importante qu'il tenait au PSU. Très exigeant pour lui et pour les autres, il était apprécié par tous pour son honnêteté politique.

Il était profondément pour l'unité des travailleurs, qu'il défendait partout et toujours, quelquefois avec de grands coups de gueule. Ces deux dernières semaines, nous avons gardé l'espoir de le revoir parmi nous, de retrouver son sourire. Nous savons maintenant qu'il faudra continuer la lutte sans lui. A sa famille, à Noëlle, sa femme, nous voulons dire toute notre tristesse d'avoir perdu un camarade et un ami.

Fédération de la Haute-Vienne ■

et cette lettre...

L y a des moments où l'on ne peut plus se taire. Voilà les faits que je dois porter à votre connaissance. Dominique Pietry, soldat en Allemagne (Force française en Allemagne), s'est suicidé. Un de plus ! Pourquoi ?

Dominique, incorporé en avril 75, était à trois semaines de sa libération lorsqu'un soir il sortit faire « la fête » pour arroser le départ, le grand, le bon. Il ne supportait pas bien l'alcool, et puis il devenait un peu méchant, c'est vrai, mais les autres, eux, tenaient le coup ; alors, on n'aime pas avoir l'air con dans ces cas-là... Il rentra bien « plein ». Il en avait marre de l'armée ; alors, passant devant une caserne avant de regagner la sienne, il insulta l'armée puis pénétra dans le poste de police, malmena la sentinelle — un pauvre appelé qui n'y était pour rien — puis attrapa un pistolet mitrailleur qu'il cassa, brisa plusieurs vitres. Il fut arrêté et condamné à 120 jours d'arrêt,

lourde peine car cela lui faisait 60 jours de plus à faire. Il devait donc être libéré le 29 mars 1976. Il fit une première tentative de suicide en essayant de s'ouvrir les veines. Il fut sauvé par l'arrivée d'un infirmier. La peine fut réduite à 24 jours, mais il devait rester encore à l'hôpital ; il ne put supporter tout cela et il s'est pendu. Fini pour lui l'armée. Il a été enterré à Juvisy le 20 avril. Les représentants de l'armée, un capitaine, un sergent et un caporal appelé, se sont rendus là-bas ; ils furent très mal accueillis, on comprend la famille. L'armée avait commencé à transformer ce gars-là, elle l'a tué.

BEAUCOUP de félicitations pour la nouvelle formule. Alors, autant se faire plaisir, on les publie. Mais il n'y a pas que ça. Vos suggestions sont également attendues. Les titres de rubriques sont encore en discussion. On verra bien à l'usage. Cette semaine, nous avons fait un effort pour mieux distinguer les différentes chroniques. Donc, à vos plumes...

courrier des lecteurs

(...) Bravo, voilà un super TS et un départ prometteur. Des inédits sur 36 en format et présentation attrayants, de quoi satisfaire les plus difficiles ! Et surtout, n'oubliez pas le courrier des lecteurs. Serait-on si paresseux à ne pas mettre de temps en temps la main à la plume ? (...)

J. MANSET, ANNECY.

(...) C'est un bon numéro ! Il est aéré, les photos sont désignées. Pour une fois, on trouve un aspect global dans un numéro et les articles sont listés. (...)

(...) Dommage qu'on soit si loin, en distance, les uns des autres ! Et que les idées maîtresses d'un numéro, ne soient pas cohérentes.

Les pages d'actualité, sûr ! Des pages d'histoire, qu'est-ce qu'ils en ont besoin nos camarades du PSU. (...)

M. JACQUIER, PELISSANNE.

(...) Bravo ! Enfin Tribune Socialiste est à la hauteur de nos espérances ! Cela fait six ans que j'appartiens au parti et cela fait six ans que, quand on me disait que TS avait une sale gueule et un contenu (politique ?) minable, je ne savais que répondre, au fond de moi-même étant grossièrement d'accord avec ces critiques. Alors croyez-moi, c'est difficile de vendre un canard dans ces conditions.

Alors, ça fait plaisir de voir la couverture du n° 699. Enfin, on a envie de lire TS, et même envie de le vendre... pas uniquement par conscience « révolutionnaire ». La couverture, c'est une chose me direz-vous, mais le contenu ? Eh bien, bravo pour le dossier 36, ça répond à la demande. Les réformistes vont arriver au pouvoir, du moins tout le monde y pense, beaucoup y croient ; alors, autant évoquer le précédent.

B. VILLE, SARCELLES.

des moyens pour que TS vive

Donner à TS les moyens de vivre, d'équilibrer son budget, est une tâche primordiale pour tous les adhérents du PSU. L'effort entrepris par le Bureau national et l'ensemble des collaborateurs de TS pour faire de ce journal un reflet du courant autogestionnaire doit s'accompagner d'un effort financier conséquent de tous.

Nous ne comptons pas rester où nous en sommes, nous pouvons encore améliorer le contenu et la forme de TS. Nous souhaitons aussi ne pas interrompre la parution de TS pendant la période estivale, nous envisageons la réalisation de dossiers sur les régions afin de donner directement la parole à ceux qui luttent.

Pour cela, il faut, comme on dit, du fric, des sous. C'est triste, mais nous sommes en régime capitaliste et nous devons payer notre imprimeur (Hebdo-TC), notre atelier de composition (Compo-Press) et ceux qui travaillent à la rédaction de TS. Nous devons d'ailleurs en passant leur tirer un coup de chapeau à tous pour leur gentillesse, leur compréhension.

A ce propos, il serait peut-être utile qu'un jour nous expliquions dans TS comment se fait un journal ; il est sûr que beaucoup d'entre nous comprendraient un peu mieux les difficultés auxquelles nous nous heurtons chaque semaine, et ceci à tous les niveaux, pour sortir notre hebdomadaire. En attendant donc, il faut de l'argent et beaucoup. Nous nous étions fixés un objectif : 500 000 F ; nous en sommes loin : 80 000 F à ce jour.

Ceux ou celles qui ont contribué au soutien à TS ont versé pour la plupart 100 F et même beaucoup plus, et c'est une minorité par rapport à tous ceux et toutes celles qui auraient dû nous aider.

C'est le moment de rattraper le retard.

Nous appelons les lecteurs de TS, adhérents, sympathisants du PSU au soutien financier de TS.

Que chacun verse, ou collecte autour de lui la somme de 100 F : nous atteindrons à coup sûr, nous dépasserons même largement les 500 000 F.

Le directeur de la publication
Hervé LE TOQUIN ■

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal

Ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

psu documentation

Vient de paraître

N° 106-107 LE P S U Le Parti de l'Autogestion Socialiste F 4,00

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération	4,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 100-101 1970 - 73 Les femmes dans l'unité populaire	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00

Abonnement : 20 N° F. 30,00. A adresser à : ÉDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

LE problème de la liberté d'expression en régime révolutionnaire doit d'emblée être replacé dans un cadre plus vaste qui concerne la nature de la société nouvelle que l'on se propose de construire.

Il importe en effet de rappeler que, par delà le constat de la lutte des classes et l'analyse historico-économique qui en est faite, le socialisme trouve son fondement et sa justification dans le projet de liberté qu'il renferme. La quête de l'égalité ou l'aspiration à la justice n'en sont, à cet égard, que des éléments constructifs.

Le socialisme est le surgissement de la liberté dans l'histoire : liberté collective, par élimination des causes économique-politiques de l'aliénation des masses, comme liberté individuelle, par création des possibilités sociales du bonheur de l'individu. Cette finalité ne saurait être trop répétée, quand on se réfère aux échecs ou aux dégénérescences des expériences socialistes qui ont eu lieu, quand l'histoire a jusqu'ici trompé les espoirs de ceux qui voulaient modifier son cours et hypothèque ainsi toute certitude, quand il ne reste plus, selon le mot de Régis Debray, qu'à pratiquer sans avoir la foi...

une explosion de liberté

L'affirmation du contenu autogestionnaire du socialisme suppose que la transformation révolutionnaire apparaisse comme une explosion de liberté, et que, dès la prise du pouvoir par les forces révolutionnaires, soient établis de manière effective les conditions de l'autogestion, conformes à la vocation profonde du projet stratégique et aux vœux de l'ensemble des travailleurs : celles-ci intéressent aussi bien la liberté d'expression que les conseils de travailleurs. Il est en effet contradictoire de parler de socialisme autogestionnaire et antiautoritaire et de raisonner en termes mécanistes à propos de l'exercice de la liberté d'expression après le renversement de la bourgeoisie et lors de la mise en place d'un pouvoir socialiste.

La phase d'instauration d'un pouvoir révolutionnaire doit être en conséquence une phase de liberté élargie pour l'ensemble des activités sociales et politiques, et notamment dans le domaine des moyens d'expression, longtemps étouffés par l'inégalité ou la censure économiques dans certains pays, par le contrôle politique dans d'autres, par la répression idéologique empêchant l'épanouissement des potentialités créatrices des masses partout.

Lénine pensait qu'il y avait plus de liberté dans la phase transitoire vers le socialisme, ou dictature du prolétariat, que dans la démocratie bourgeoise par ce seul fait que, quelles que soient les conditions faites aux anciennes classes dominantes, « c'est la majorité du peuple qui matait elle-même ses oppresseurs » (*l'Etat et la Révolution*), et posait ainsi les bases de libertés réelles, et non plus formelles. De l'Etat en tant que « pouvoir spécial » destiné à mater une classe déterminée à l'Etat

en tant que « pouvoir général » de la majorité, de l'organisme de répression — minorité de la population, à l'organisme de répression — majorité de cette population, s'opère un changement qualitatif et structurel grâce auquel l'Etat « commence à s'éteindre ». Moyennant quoi, Lénine évacuait les questions concrètes de la liberté d'expression, de la majorité comme de la minorité d'ailleurs. Moyennant quoi aussi, ses successeurs staliniens s'empressèrent de verrouiller la société nouvelle qu'ils s'approprièrent à construire, et d'ériger une dictature sur le prolétariat que celui-ci n'a pu jusqu'ici contester, car il n'en a précisément pas les moyens.

core lourd de nombreuses années après la transformation révolutionnaire ? Peut-on laisser aux ennemis de la classe ouvrière des armes qu'ils ne vont pas manquer d'utiliser ? En premier lieu, il est clair que l'application pratique de ce principe de base dépend des conditions objectives et du degré de résistance des classes dominantes, résolues ou non à reconquérir par la violence leur pouvoir perdu, et surtout à passer aux actes.

En second lieu, la question de la libre expression de toutes les tendances est à envisager non dans une perspective statique, mais dynamique ; en termes statiques, l'influence et les moyens financiers de

l'expression (exemple : Springer en Allemagne), et utilisés par des équipes rédactionnelles. La gestion, sous le contrôle de la collectivité, de cet ensemble de moyens serait remise à un organisme qui serait composé de représentants des professionnels (ouvriers du livre, employés, journalistes), d'usagers et de délégués du pouvoir des travailleurs, et serait, en outre, chargé de répartir, après établissement d'une gamme de critères objectifs, les aides financières à la création de publications et à leur fonctionnement.

La nationalisation forcée de toutes les entreprises de presse ne semble pas s'imposer, et importe moins en tout état de cause que la reconnaissance de la nécessaire indépendance des équipes rédactionnelles. Il serait sur ce point erroné de percevoir l'autogestion comme l'intervention quotidienne des usagers dans l'élaboration du contenu rédactionnel de la publication, ou la remise aux travailleurs du livre d'un droit de veto ou de décision sur celui-ci ; l'autogestion ne signifie pas la négation d'une définition précise des diverses responsabilités.

définir le statut de la presse

L'expression de l'opinion des usagers et des travailleurs s'effectue par la création de nouvelles publications répondant aux besoins variés qui se sont formulés, et par le contrôle populaire exercé dans les organes de gestion de la presse. De même, en effet, que l'organisme cité plus haut gère la presse nationale, des organismes de structure similaire gèrent la presse régionale et locale. En d'autres termes, l'autogestion se situe sur deux plans ; sur le plan d'une créativité sociale accrue, par la multiplication des journaux, définissant leur contenu rédactionnel de manière autonome ; sur le plan organisationnel, en amont de tout contrôle de l'équipe journalistique, par la définition du statut de la presse, la garantie de la liberté d'expression, la gestion et la répartition des moyens techniques.

Un pouvoir socialiste favorable à l'établissement d'une société autogestionnaire doit reconnaître le droit non seulement à la différence, mais encore à la divergence. La spécificité du fait autogestionnaire réside dans la revendication de liberté absolue qu'il exprime. Lors de l'affaire du *Republica* au Portugal, tandis que les PC retrouvaient leurs réflexes staliniens et que les socialistes étaient acculés à l'hypocrisie, la gauche révolutionnaire européenne a perdu une extraordinaire occasion de prouver aux yeux de l'opinion publique internationale l'originalité du projet socialiste dont elle est objectivement porteuse ; par peur de paraître rallier les positions des seconds et de faire le jeu des adversaires de la révolution, elle s'aligna pratiquement sur les premiers ; une fois encore, elle refusait de poser le problème...

Il importe à présent qu'elle se prononce conformément à son projet, tout en sachant que le socialisme de la liberté est une chose difficile, et que l'histoire n'offre jamais de garanties.

Jacques LEROUX ■

liberté de la presse et révolution socialiste

En réalité, le problème de la liberté d'expression en période de transition vers le socialisme n'a jamais été posé en toute clarté. C'est la tâche d'une organisation révolutionnaire que d'engager le débat à ce sujet et de proposer une politique.

liberté d'expression pour tous

Quelles orientations peuvent donc être préconisées ? Posons un principe essentiel : la liberté d'expression pour tous, non seulement pour toutes les tendances socialistes et révolutionnaires, mais encore pour les forces et partis de droite ainsi que leurs organes de presse. Deux raisons militent en effet, au niveau des principes, pour une absence totale de contraintes. D'une part, une raison tirée de l'expérience : une liberté limitée aux mouvements favorables ou ne combattant pas ouvertement le régime révolutionnaire suppose la définition de critères séparant « le bon grain de l'ivraie », et, de fil en aiguille, de limitation en limitation, ou d'interdiction en interdiction, le champ de la liberté se rétrécit au profit de celui de la contrainte, certains révolutionnaires se retrouvent eux-mêmes victimes des mesures répressives, et les conditions sont vite réunies pour un nouveau stalinisme ; en cette matière, les naïvetés comme les bonnes intentions sont encore monnaie courante. D'autre part, une raison idéologique : la bourgeoisie est d'abord vaincue politiquement, pas par la répression, et les révolutionnaires n'ont pas à craindre la confrontation politique.

Certes, plusieurs objections viennent immédiatement à l'esprit : ne faut-il pas empêcher la parution de journaux réactionnaires ou racistes ? Cette liberté totale n'est-elle pas un leurre eu égard à l'idéologie dominante, dont le poids pèse en-

la presse bourgeoise sont et resteront considérables ; en termes dynamiques, le processus de développement révolutionnaire engendre la création d'une presse nouvelle, précipite l'élévation du degré de conscience des masses, suscite dialectiquement le déclin de l'audience de la presse bourgeoise au fur et à mesure de l'avancée des forces socialistes.

rétablir l'égalité des chances

En troisième lieu, la réalisation de ce principe s'accompagne de la mise en place d'un dispositif institutionnel et financier. Celui-ci doit d'abord rétablir « l'égalité des chances » ; car, en régime de liberté, l'égalité *de jure* des divers journaux cache leur inégalité *de facto*, en raison des moyens financiers de la presse bourgeoise et des pesanteurs sociologiques ; un système correctif est donc à élaborer, qui accorde notamment des aides financières à la presse socialiste et ouvrière, et prenne des mesures incitatives en faveur de la presse d'opinion (aides au lancement de nouvelles publications).

Le dispositif doit ensuite à la fois garantir l'application dans le domaine de la presse des thèmes de l'autogestion, de la nationalisation et du contrôle des usagers, et prendre en compte l'enjeu spécifique d'un secteur d'activités qui ne saurait être régi comme les autres. Il apparaît de ce fait souhaitable d'assurer la mise en commun d'un ensemble de moyens techniques (imprimerie, immeubles...), acquis grâce à des subventions d'équipement d'origine étatique, régionale ou locale selon les cas, et une nationalisation partielle de certains « empires de presse » menaçant par leur situation d'oligopole la liberté d'expres-

entre nous mais pour vous

A la suite du vote intervenu lors de la dernière DPN au sujet des élections municipales, le débat sur les perspectives de l'autogestion socialiste en France à un moment où la gauche peut l'emporter, n'intéresse pas seulement le PSU, mais tout ceux qui fondent leur espoir sur cette perspective. Les majoritaires représentés ici par François Turquan et les minoritaires qui s'expriment par Maguy Guillien et Maurice Najman, prennent la parole.

le ghetto et le satellite

La situation actuelle de la France est contradictoire. D'un côté, une offensive cohérente et organisée du patronat qui cherche à tirer profit de la crise pour franchir une étape décisive dans la restructuration capitaliste, briser la combativité ouvrière et reprendre aux travailleurs leurs conquêtes des années 1968-1973. De l'autre, un affaiblissement politique de la droite qui va en s'aggravant, et laisse entrevoir une possible défaite de l'actuelle majorité parlementaire, aux prochaines élections législatives.

Sur la participation des révolutionnaires à la double bataille contre la bourgeoisie, sur la nécessité de préparer cette bataille pour qu'elle ouvre une perspective de conquête du pouvoir par les travailleurs, il n'existe pas de divergences au sein de notre parti ; l'importance politique des élections municipales est également reconnue par tous. Les choses se compliquent quant aux moyens à mettre en œuvre pour que le PSU s'engage dans le combat avec la plus grande efficacité possible.

Pour certains militants du parti, le PSU doit choisir une fois pour toutes la voie de l'unité à tout prix, et s'intégrer à l'Union de la gauche en adhérant — avec les réserves d'usage, et suivant des modalités plus ou moins subtiles — au Programme commun. Ainsi, il pourrait agir de l'inté-

rieur, au sein du courant unitaire, pour y représenter et défendre les aspirations profondes des travailleurs.

deux alternatives

La position de la minorité de la DPN (Direction politique nationale) présente une autre alternative — quand on la considère attentivement en la dégageant des habiles précautions oratoires dont elle se pare.

Dans la perspective de la victoire de la gauche en 1978, il s'agit pour le PSU de dégager, par rapport à la coalition d'Union de la gauche, une autre alternative politique : celle d'un front révolutionnaire constitué autour de l'alliance privilégiée avec la LCR.

où sont les divergences ?

ACTUALITE du socialisme, actualité de la révolution. C'est le point de départ. Le mouvement ouvrier en Europe du Sud s'apprête à engager une gigantesque bataille qui dans les années à venir posera la question du pouvoir, au-delà de celle du gouvernement.

Il n'est donc pas possible, pour les révolutionnaires du moins, de poser la question du gouvernement séparément d'une stratégie pour le pouvoir.

Dans notre pays (mais c'est aussi vrai ailleurs), les forces réformistes dominent le mouvement ouvrier ; les révolutionnaires sont minoritaires et de plus divisés et la révolution socialiste sera accomplie par la grande masse des travailleurs ou ne restera qu'un vœu pieux.

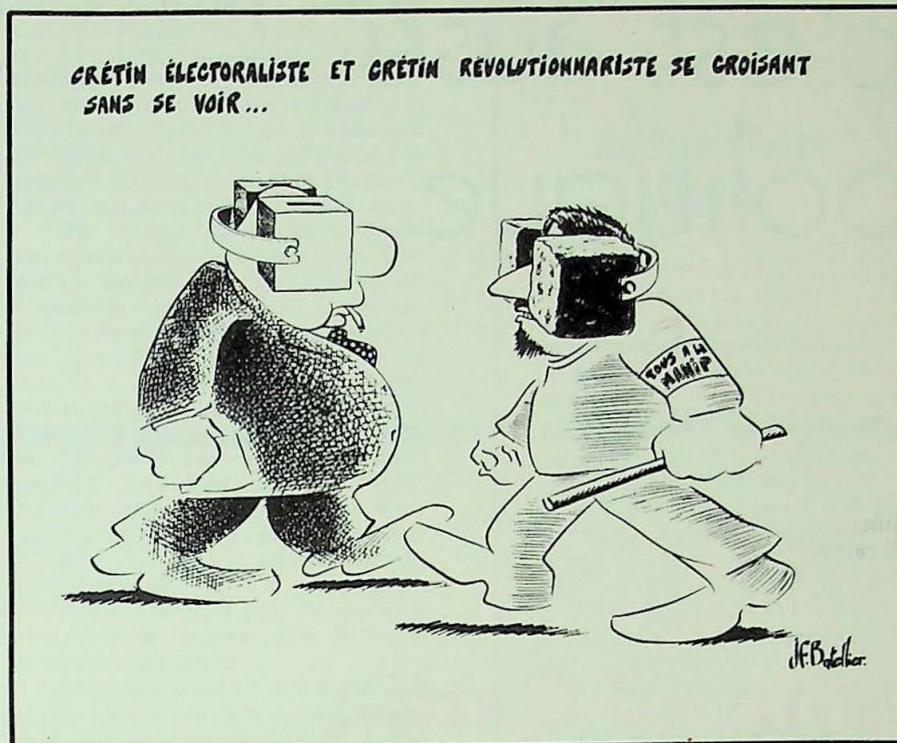
Comment, dès lors, transformer ce rapport de force, et entraîner les millions de travailleurs qui font aujourd'hui confiance au PC et au PS, dans une autre voie ? L'incantation et la dénonciation ont fait long feu. C'est sur la base de leur propre expérience que les travailleurs dépasseront les illusions réformistes. Favoriser cette expérience, l'accompagner, voilà la première tâche.

Cela veut dire d'abord, *unité d'action*, pour l'action (et pas pour le communiqué) organisée, de la base au sommet, dans des *comités* ouverts à tous : *Marcher séparément*, parce que la lutte contre le réformisme est indispensable, *frapper ensemble*, car c'est dans l'action que les travailleurs jugent et tranchent.

Dans les deux années à venir, PC et PS alliés au parti bourgeois des radicaux de gauche (c'est déjà tout un programme !) peuvent monter au gouvernement et occuper l'appareil d'Etat. Ils le feront sur la base d'une politique de collaboration de classe.

Mais indépendamment de leurs intentions, cela déclenchera une dynamique de lutte qui peut aller au-delà.

Etre de plain-pied dans cette dynamique, sans développer l'illusion qu'un



Faut-il adopter l'une ou l'autre de ces orientations et abandonner la politique d'unité d'action définie au Congrès d'Amiens ?

Des tentations suicidaires

Malgré leur opposition, ces deux positions ne peuvent qu'aboutir au même résultat : la paralysie du parti, la perte de son autonomie politique.

Le ralliement au Programme commun serait une capitulation politique, la première étape de la transformation du parti en satellite de l'Union de la gauche ou de l'un des partis qui la composent.

Quant à ce que propose la minorité de la DPN, c'est la solution traditionnelle de la fuite en avant, du repli de l'organisation vers une coalition purement idéologique parce qu'elle considère son caractère minoritaire comme insurmontable. C'est aussi une manifestation de la crainte de la confrontation et de l'unité conflictuelle avec le réformisme. Mais le vide politique dans lequel se débattent les groupes d'extrême gauche, le ghetto dans lequel ils se sont laissés enfermer, sont-ils si séduisants qu'il faille s'y précipiter ? La tradition sectaire de ces organisations, les divergences que nous avons

avec elles sur les relations avec le réformisme, la conception des rapports avec les masses et leurs organisations (syndicales notamment), la stratégie de conquête du pouvoir peuvent-elles être abolies par la simple constatation que les militants de ces groupes et nous-mêmes sommes hors des révolutionnaires convaincus ?

L'une et l'autre de ces tentations sont suicidaires et doivent être rejetées. En nous emprisonnant dans des alliances équivoques, elles ne peuvent que nous faire perdre notre indépendance politique.

La question que les militants du parti doivent trancher est la suivante : oui ou non, le PSU pourra-t-il prendre part aux prochaines batailles politiques en se situant dans le mouvement unitaire des masses et non à l'extérieur ? Sera-t-il capable, en s'appuyant sur le courant autogestionnaire et les travailleurs qui lui font confiance, en faisant les compromis nécessaires et en arrachant le maximum de concessions, participer pleinement au combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, dans l'unité, sans pour autant renoncer à sa propre stratégie, à ses orientations fondamentales, à tout ce qui fait sa raison d'être ?

François TURQUAN (BN)

gouvernement PC-PS pourra aller jusqu'au bout, voilà la question à résoudre.

La majorité actuelle de la DPN a commencé à y répondre plus ou moins explicitement.

Elle réaffirme l'autonomie organisationnelle du parti et ses divergences avec le Programme commun. Il n'est donc apparemment pas question d'intégrer l'union de la gauche *actuelle*. Il faut plutôt rechercher une renégociation du Programme commun, à partir des propositions « positives » de celui-ci (comme les nationalisations) et fonder une nouvelle unité (l'unité populaire) capable d'amorcer la transition au socialisme. Si un tel accord (forcément à *long terme* puisque programmatique) se réalise, le PSU pourra alors envisager sa participation à un gouvernement commun. Il développera une « stratégie du développement » (selon l'expression inédite de V. Leduc) basée sur la dialectique entre la présence au sein des institutions étatiques (des municipales — nous y voilà ! — au gouvernement) et le mouvement populaire. Il s'agira donc d'approfondir ce mouvement d'ensemble « sans déchirer le tissu unitaire ».

Cette orientation qui fait l'impasse sur nombre de problèmes (celui de la *crise*

révolutionnaire, de comment briser la machine d'Etat, de comment passer de la dualité de pouvoir — qui se construira à la fois au nom du gouvernement de gauche et contre lui — au *pouvoir des conseils*, etc.) n'est pas très éloignée de celle du CERES ou de la direction de la CFDT.

Seulement voilà, le CERES, lui, peut espérer — à tort — la pratiquer, car il est tendance d'un des deux grands partis ouvriers. Le PSU, qui refuse la fausse alternative de la néo-social-démocratie et du néo-stalinisme, non !

Car : comment pourrait-il croire que sur la simple pression des luttes les partis réformistes pourraient changer de nature *sans crises majeures* ?

● Comment pourrait-il penser peser dans la lutte de classe et préparer une recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier, *sans adopter une politique de regroupement des partisans révolutionnaires de l'autogestion* en un pôle indépendant ?

● Comment enfin pourrait-il croire en une *révolution sans révolution* ?

C'est sur ces questions que nous mènerons le débat dans les prochaines semaines.

Maguy GUILLIEN (BN)
Maurice NAJMAN (DPN)

c'est aussi politique

Armand Gatti : « on a pensé la pièce comme une manif »

La passion du général Franco par les émigrés eux-mêmes (1) s'est jouée à Paris pendant plus d'un mois. Elle va se jouer à Toulouse, puis à Lyon à partir de la mi-mai. L'histoire de cette passion, c'est aussi l'histoire d'une longue censure. Cette pièce, qui a déjà une dizaine d'années, a été interdite quatre fois. En France comme dans l'Europe « socialiste »...

T. S. : Ta narration de l'histoire passe toujours par des narrations de l'histoire avec un petit « h »...

Armand Gatti : Oui. Dans la Passion, il n'y a pas une parole qui ne soit vraie, qui n'ait été prononcée. Ce sont des anecdotes suffisamment significatives qui ont trempé dans le vécu, dans le quotidien des gens et auxquelles on donne force d'exemplarité. Je n'invente jamais.

Tout a commencé à Toulouse où l'émigration économique et l'émigration politique se mélangeaient. Arrive la première grève des Asturies (en 1964). Stupeur. Une grève sous le régime franquiste ? Il fallait faire quelque chose. C'est comme ça, en discutant avec les travailleurs, que je me suis mis à écrire. Cette pièce qui racontait les trajets des exilés, ils la jouaient eux-mêmes en faisant la quête pour les mineurs asturiens.

A l'origine, il y avait 24 trajets (toute la diaspora espagnole était au rendez-vous), et ce qu'il y avait de commun à tous ces trajets de l'exil, c'est qu'il y avait toujours un moment où les exilés mettaient à mort Franco.

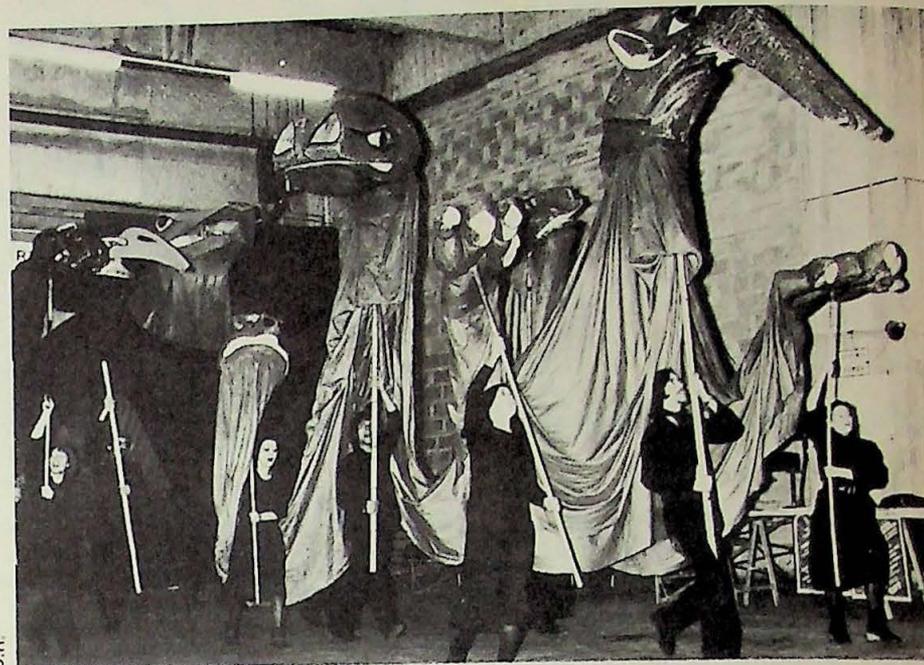
L'écriture a été cette espèce de symbiose avec ces exilés (qui font tout, actuellement, pour que la pièce passe à Toulouse). Rien n'a été inventé. Tout a été apporté. Puis la pièce s'est modifiée en fonction des événements. Et si au départ on parlait de l'idée qu'une guerre civile en Espagne, on s'est aperçu ensuite que c'était faux, qu'il n'y a jamais eu de guerre civile, mais une révolution assassinée. Ce qui est tout à fait différent.

T. S. : Quels rapports vois-tu entre la narration historique, ou critique, et l'invention de nouvelles formes théâtrales ?

A. G. : Pour la monter à Paris, on a essayé de déthéâtraliser à fond. Ce n'était pas possible pour nous d'aller dans un théâtre. Donner une pièce dans un système c'est lui enlever toute possibilité de subversion.

On a pensé la pièce comme une manif. Il fallait donc circuler... D'abord, on a supprimé les sièges. Ce qui allait contre les règles de consommation les plus élémentaires. Au moins, les gens qui iront au spectacle le feront parce qu'ils ont une motivation.

Notre propos, c'était d'établir des rapports à égalité entre le spectateur et le jeu. Il y a ce choix entre la possibilité de décrocher, de revenir, d'avoir un rapport conscient avec le spectacle. Ce n'est plus le rapport de classe habituel de celui qui s'installe dans son fauteuil pour consommer. Nous, c'est 2 000 mètres carrés de béton et du néon par-dessus. Pour la mise en scène, on est parti de l'idée d'une cathédrale. Le paradoxe de ce lieu, c'est que c'est un lieu énorme dont les colonnes créent un spectacle presque intimiste. Le dessin de la mise en scène, c'était une passion dans cette cathédrale romane qui tourne sur elle-même, une manif qui se déroule à l'intérieur d'une cathédrale en train de se ré-enfanter constamment. Il aurait été facile de créer un langage beaucoup plus séduisant, spectaculaire. Alors qu'on joue le jeu de la rigueur à fond. C'est



D.R.

un lieu de travail qui a son expression propre.

Une de nos plus grandes satisfactions : que les ouvriers espagnols de Frankfort soient venus en délégation et qu'ils veuillent monter la pièce là-bas. C'est là que la pièce trouvera sa véritable destination.

T. S. : Dans ta pièce précédente, *Le Joint*, tu montrais comment l'échec d'une action, d'une pratique révolutionnaire a quelque chose à voir avec le langage de ceux qui la mènent, que l'action elle-même est préparée par toute une trame de récits, de langages qui se heurtent et que si ces langages sont déjà morts, l'action est d'avance condamnée. De même, ce qui apparaît dans *la Passion* avec ces *Diplodocus* et *Dinosaures* tout à fait contemporains, c'est la responsabilité, dans l'échec de la révolution, de cette gauche espagnole qui ressasse des discours complètement sectaires et figés pendant que les fascistes prennent le pouvoir.

A. G. : Oui. Et j'ai vu dans le milieu émigré le succès des *Dinosaures* et des *Diplodocus*. Ils se donnaient tous des noms de *Dinosaures* !

Mais l'expérience déterminante pour moi ce fut d'aller travailler un an à Montréal, la deuxième concentration ouvrière de France. Et là, ce langage qui, pour moi, était le langage politique, là, je l'ai vu totalement inexistant, intervenant comme une dérision.

C'est-à-dire que dans le monde des OS, dans lequel j'étais, on a été récusés totalement. On nous a dit : « Vous ne venez voir que ce que vous voulez voir de chez nous. »

Là-dessus, on leur a passé la parole et chaque groupe d'émigrés a fait son film. Cette expérience entraîna pour moi une remise en cause profonde du langage qui avait été le mien depuis la Résistance. Langage de l'efficacité et aussi un certain langage anarcho-syndicaliste. D'où cette espèce d'angoisse et de prise de conscience : et si on vivait dans un langage mort ? Et le propager, ce ne serait que perpétuer sa propre mort.

Je pense que c'est la fin d'un monde. Le système, en ce qui concerne le théâtre — son langage, sa façon de se mouvoir, le type de rapports qu'il crée — est anticréatif (espèce d'obligation, de peine de mort à rentrer dans les normes) et il

n'enfante plus que sa propre dérision. Dans la mesure où il n'est plus soutenu par rien qui corresponde à des besoins. Il existe à l'état de marchandise. Une marchandise qu'on achète ou qu'on rejette.

Nous pensons que cet espace utopique, celui qu'on peut faire à partir de projecteurs, de décors, etc., est un monde à abandonner pour aller vers la cellule vivante. Là où l'homme produit, construit, vit. La cellule vivante c'est l'école, l'usine, les champs, l'hôpital psychiatrique, les prisons. Ces endroits où les gens vont avec une identité amputée. Parce qu'ils entrent dans une définition, un matricule.

Ces différentes amputations, ces manque à vivre à tous les niveaux de l'âge de l'homme, créent une charge d'imaginaire fantastique, qui reste là, inopérée, perdue, flottante et qui, avec les années, devient une espèce de chose morte, de nostalgie. Nous nous voulons le contact, le dialogue, la mise en condition avec cette charge d'imaginaire, donner l'expression à ça. Comme nous l'avons fait avec 3 000 paysans dans le Brabant-Wallon.

C'est le genre de chose qui nous paraît politiquement essentiel. Parce que cela met l'homme, non plus en position de suivisme, mais en état de création. L'écriture collective, c'est une écriture pleine autour d'un thème que chacun réinvente selon son âge, son langage, son milieu. Chacun, en même temps, écrit « sa » pièce.

T. S. : As-tu un nouveau projet qui aille dans ce sens ?

A. G. : Oui. Mais on est en train de me l'étrangler... Plus de subventions. Ce serait à Ménéilmontant, un des rares endroits où l'on trouve encore les trois âges de la ville : la très vieille, celle d'avant la Commune, celle qui a subsisté ensuite, et celle de la spéculation immobilière.

On travaillerait avec des Tunisiens, des Antillais... qu'est-ce que c'était pour eux la ville au départ ?

Tout est parti de la rencontre d'un gitan du quartier, ancien boxeur, qui disait se battre « contre les signes de la ville ». Notre idée était alors la suivante : refaire dans Ménéilmontant les 15 combats de ce boxeur, avec 15 groupes d'émigrés différents. Chaque groupe devenait le boxeur se battant avec les signes de la ville pour se faire une place.

Propos recueillis par Marion LAY ■

(1) *La Passion du général Franco* est publiée aux éditions du Seuil.

le spectre du Chili...

LA gauche et l'extrême gauche ont-elles tiré les leçons du putsch fasciste et de la défaite de l'Union populaire en 1973 au Chili ? « *L'Europe du Sud n'est pas l'Amérique latine* », certes, et le Portugal n'a pas été un nouveau Chili.

Pourtant les larmes de crocodile du démocrate chrétien Frei « découvrant » la vraie nature de Pinochet (*Le Monde* du 5 mars 1976) ont les mêmes accents humanistes (après) que les protestations libérales et de plus en plus avancées (avant... quoi ?) du quatuor Ponia-Chirac-Lecanuet-Giscard, grands amis du démocrate Geisel.

Pourtant, pourtant, l'Union de la gauche reste d'un mutisme inquiétant sur le maniement des appareils d'Etat après l'accession au pouvoir. La politique a l'air de se résumer chez nous à un échange de petites phrases, de bons mots et de coups de gueule.

Le grand mérite d'un film comme *La Spirale* est de rappeler au spectateur que la politique est le théâtre d'un affrontement dont la violence passe du symbolique au physique quand les acteurs sociaux ne peuvent plus faire autrement.

Deux films avaient déjà axé leur propos sur ce degré extrême d'exacerbation de la lutte des classes au Chili. Bien que passionnants par la qualité des documents filmés, et que Mattelart intègre souvent dans *La Spirale*, l'un et l'autre présentaient des insuffisances symétriques.

La bataille du Chili (Patricio Guzmán) extrêmement chaleureux par le parti pris de son auteur de montrer l'enthousiasme des masses, leur capacité d'initiative, pêchait par spontanéisme, et plus encore peut-être par unanimité : les différentes stratégies animant les différentes fractions du « peuple » sont tues. De la même manière, la bourgeoisie n'est pas stratifiée en ses composantes et alliés ; et ne montrer que sa haine de classe (les gros plans de visages dans les manifestations de rues sont aussi parlants que les âneries sanglantes débitées par les membres de la junte) tend à dissimuler quel froid et raisonné complot lui a permis d'abattre l'UP.

Heynowski et Scheumann, les maîtres est-allemands du direct, présentaient dans *La guerre des momies* des documents extraordinaires. Introduits dans les états-majors de la contre-révolution à la faveur d'une confusion faite sur leur véritable nationalité, ils ont pris sur le vif les « momies » (les « réacs ») se dévoilant eux-mêmes, notamment à propos de la « déstabilisation » organisée de l'économie chilienne. Le film n'insiste cependant pas sur les contradictions internes de la société chilienne, qui rendent possible l'intervention multiforme de l'impérialisme ; celui-ci est bien « l'ennemi principal », mais ce qui particularise son rôle au Chili, c'est l'action sur la société civile, sur ses clivages, bien plus que son rôle direct comme espoir, saboteur ou bailleur de prébendes.

Conséquence : Heynowski et Scheumann sont eux aussi silencieux sur les « antagonismes au sein du peuple », et pour des raisons inverses de celles de Guzmán, ils le montrent unanime derrière les deux grands partis du Front populaire. Dans les deux cas, le spectateur reste insatisfait d'un tableau qu'il pressent ou trop confus ou trop simplifié.

Dernier venu, *La Spirale* est non seulement le meilleur film sur le Chili, mais aussi un modèle de ce que nous attendons du film politique. Montage de documents multi-

ples, le film informe avec une grande richesse, sans gommer les nuances, et en même temps prend parti, donne un point de vue révolutionnaire scrupuleusement concret (Mattelart a vécu dix ans au Chili).

Le commentaire ne redouble pas



LA SPIRALE

les images, mais sur le mode de l'enquête, contribue à faire fonctionner l'intelligence politique du spectateur. L'analyse ne craint pas de recourir à l'ironie comme à l'émotion. On comprend, non parce qu'un schéma dogmatique forcerait les faits, mais parce que l'approche extrêmement concrète et documentée démonte et reconstruit le réel historique pour interroger son sens. La force de *La Spirale* est d'avoir su trouver un discours suffisamment fin mais aussi cohérent pour faire tenir ensemble de manière intelligible tous les éléments de la dynamique complexe du rapport des forces sociales.

Ainsi, l'on voit comment une stratégie mise au point aux Etats-Unis (un « modèle de simulation ») reposant, mais oui, sur l'analyse des classes chiliennes et sur la supputation de leur comportement, trouve à s'appliquer par la droite chilienne. La guérilla constitutionnelle vise à paralyser Allende ; le sabotage, les grèves stipendiées, la fuite des capitaux et le blocus de l'internationale du capital provoquent la « déstabilisation » économique. Le tour de

force de la bourgeoisie consistera, par l'intermédiaire de ses « gremios » (syndicats professionnels), à s'agréger toute une petite bourgeoisie, manipulée, affolée, ameutée, et même une fraction de l'aristocratie ouvrière, et à leur faire défendre ses propres intérêts en les convainquant qu'ils leur sont communs à tous.

Cette « ligne de masse » de la bourgeoisie, caractéristique du fascisme, suscite bien sûr une riposte populaire : « JAP » pour contrôler les stocks de vivres, communes rurales, cordons industriels, comités de quartiers. Allende, comme il le dit, est au gouvernement, mais n'a pas la totalité du pouvoir. L'articulation du mouvement de masse avec l'appareil d'Etat investi par la gauche est difficile. Mais Allende n'a rien d'un pusillanime, et Mattelart a choisi d'ouvrir son film par un discours de décembre 1971 : « Ce n'est qu'en me criblant de balles qu'ils pourront m'empêcher d'accomplir le programme du peuple. »

Le 11 septembre 1973, c'est fait. Le plan élaboré par des subtils, appliqué par une bourgeoisie prête à tout pour sauvegarder son pouvoir, et partant, ceux de son protecteur, est accompli par des brutes. L'armée tire les marrons du feu que la Démocratie chrétienne a largement alimenté, complice de Patria et Libertad et autres groupes d'intervention fascistes.

Après un tel film, on n'a guère envie de s'en prendre au *Il pleut sur Santiago*. Il le faut pourtant, pour dénoncer la croyance en l'innocence des formes narratives, et particulièrement des recettes dramatiques et de la spectacularisation hollywoodiennes. Des camarades me disent que Helvio Soto, ancien directeur de radio sous Allende, aurait voulu faire un « film grand public » pour recueillir du fric en faveur de la résistance. Echec sur ce plan ; et échec politique, car *Il pleut...* donne une caricature larmoyante du combat chilien. Reconstitution avec acteurs connus, du dernier jour de l'Unité populaire, *Il pleut...* est une sorte de western populiste, où l'agent de la CIA distribue des dollars dans les arrières-boutiques, où ITT dirige tout... par téléphone, où les ouvriers sont braves, les étudiants courageux et les militants bureaucratiques en diable (Trintignant !). On ne ménage pas la mitraille, la fumée et l'hémoglobine, et Allende rampe avec sa mitraillette avant d'être assassiné, au ralenti, avec des impacts gros comme chez Peckinpah. Plusieurs camarades m'ont reproché la dureté de mes propos sur ce film. Mais la rigueur politique de Mattelart montre bien la nécessité d'une éthique de l'écriture cinématographique.

Ce n'est pas que *La Spirale* soit « parfait ». Le film suscite au contraire le débat, et il serait souhaitable que les camarades qui l'ont vu en discutent. En particulier, il serait peut-être très actuel de s'interroger à partir du film sur les « stratégies de la tension » mises en place par les bourgeoisies de France et d'Italie, sur leur recherche d'une « ligne de masse », sur le discours de l'ordre et de la norme et ses effets (en Allemagne par exemple), et sur les moyens de les contrer efficacement...

Jean-François HEROUARD ■

La Spirale, de Armand Mattelart, Jacqueline Meppiel, Valérie Mayoux, Chris Marker, etc. (*Sociologie des idéologies et de la communication*, Mattelart a enseigné au Chili entre 62 et 73, et fut expert auprès d'Allende.

sélection télé

Vendredi 14 mai à 20 h 30 sur FR 3 : Service public « Les jurés ».

Le rôle et le devoir des jurés dans les procès d'assises. Comment s'effectue le choix des jurés ? Femmes et hommes sont-ils également représentés ? Théoriquement tout citoyen peut être désigné comme juré à condition d'avoir 23 ans, de ne pas remplir certaines fonctions dites incompatibles, et de jouir de ses droits civiques.

Le mécanisme de sélection nécessaire au fonctionnement d'une justice de classe sera-t-il démonté au cours de l'émission ?

A partir du lundi 17 mai, un feuilleton en 30 épisodes diffusés du lundi au vendredi « Château espérance ». A une heure de grande écoute, un feuilleton dont les principaux protagonistes sont des travailleurs immigrés.

Rachid Benayut, un ouvrier marocain, travaille dans une entreprise de la région parisienne. A force d'économies, il parvient à faire venir son épouse et son fils. Leurs problèmes face à une société qui a besoin d'eux, mais qui ne parvient pas à les intégrer, qui les appelle et qui les rejette.

Ce feuilleton devrait sensibiliser les téléspectateurs aux problèmes humains des travailleurs immigrés (déracinement, solitude, nécessité de se regrouper pour supporter l'exil, difficultés d'expression en langue française, etc.).

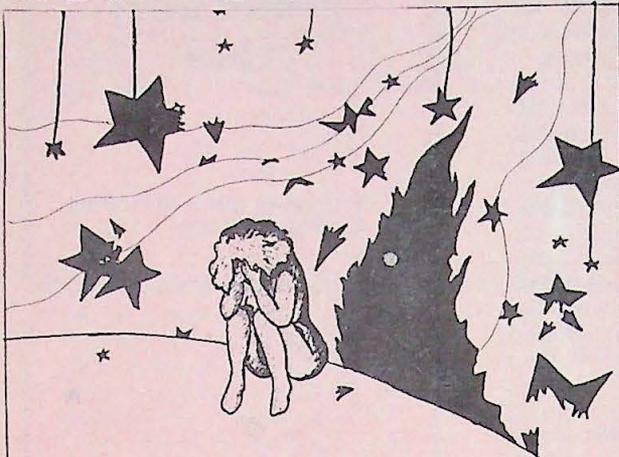
Mais l'aspect politique, économique, culturel de l'immigration ne sera certainement pas traité. Hasard du mystère de la programmation, on verra ce feuilleton au moment où le gouvernement accentue les mesures de répression contre les travailleurs immigrés.

Mardi 18 mai à 20 h 05 sur France-Culture : Dialogues de Roger Pillaudin. « Qu'est-ce que la sécurité ».

Dialogue entre un urbaniste, Paul Virillo, et un magistrat, Dominique Charvet, pour définir la sécurité et l'insécurité. L'insécurité est-elle due seulement à la délinquance, les risques de guerre, de catastrophe écologique ? L'aggravation du chômage, n'est-elle pas aussi responsable du sentiment d'insécurité ? Le pouvoir n'est-il pas en train de profiter du désir légitime de sécurité de la population pour renforcer les mesures totalitaires : répression, militarisation de la société ?

Une émission qui peut être intéressante.

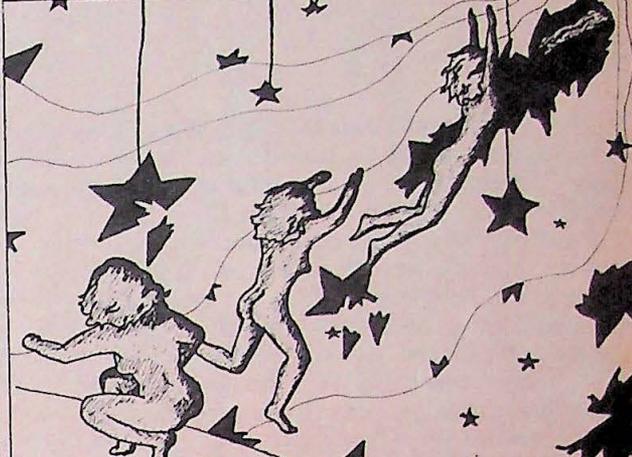
dérive (suite)



J'avais perdu le désir de vivre et c'était insupportable...



car... que faire lorsqu'on ne désire ni vivre, ni mourir ?



s'arracher à l'inertie, s'enfuir, s'envoler pour aller nulle part ?



... mais, pourquoi ne pouvais-je plus vivre ? de quoi avais-je peur ?



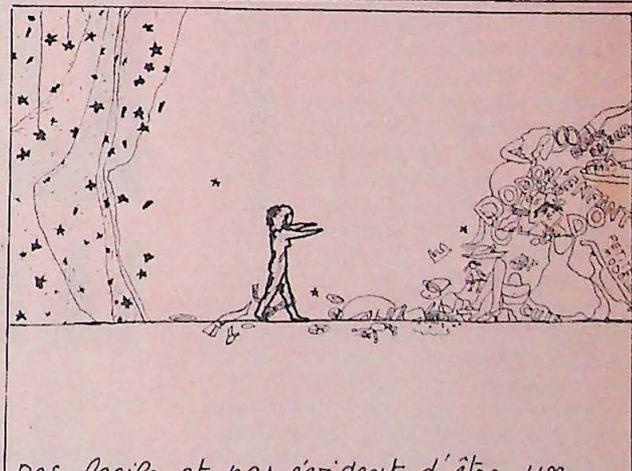
... peut-être avais-je surtout peur de moi-même ?



peur d'être autre chose que le moule dans lequel on m'avait façonnée...



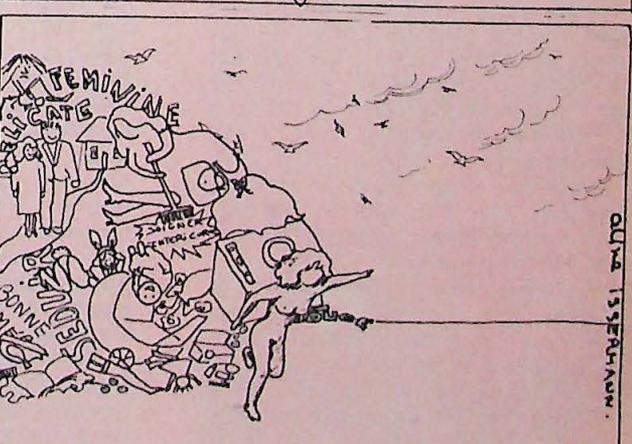
peur de ce que j'allais dire ou faire, peur de mes désirs... non, ce n'était pas facile...



pas facile et pas évident d'être un être humain, d'être une femme qui se cherche dans le labyrinthe des clichés et des tabous



J'avais la nausée de toutes ces destinées, je me sentais monstrueuse dans mon refus, j'étais dans une impasse, anéantie...



... une angoisse me secoua... il fallait que je me trouve et me retrouve.